

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie
Département de Sociologie

Mémoire de maîtrise en sociologie

**LEGITIMATION DU POUVOIR ROYAL ET
CONFLITS INTERNES CHEZ LES ANTANKARANA**

Présenté par : JAO Arsène

Membres du jury
Président : Pr RAMANDIMBIARISON Jean Claude
Rapporteur : Mr RANAIVOARISON Guillaume
Juge : Mr SOLOFOMIARANA Rapanoël Bruno

Année Universitaire 2008 – 2009
Date de soutenance : 08 Janvier 2010

LEGITIMATION DU POUVOIR ROYAL ET CONFLITS
INTERNES CHEZ LES ANTANKARANA

REMERCIEMENTS

Le présent mémoire n'aura jamais réalisé, sans la grâce d'Allah, Le tout puissant. Nous sommes reconnaissant pour tous les bienfaits de la vie, la santé, ... dont il nous a comblé.

Nous tenons à exprimer ici, notre profonde gratitude, spécialement à mon très Cher Frère « SAMSOUNDINE » qui a tout donné de tout cœur et âme pour notre séjour étudiantine, et à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation du présent mémoire ;

Plus particulièrement à :

- *Monsieur le Doyen de la faculté DEGS et au Chef du département, ainsi que tous les enseignants du département de Sociologie, qui nous ont permis d'effectuer nos quatre années d'études, au sein du Département de Sociologie ;*
- *Notre encadreur, Monsieur RANAIVOARISON Guillaume, qui a suivi de près et avec patience notre recherche, sans avoir ménagé son précieux temps pour nous guider, malgré ses nombreuses obligations ;*
- *Les membres du jury, en la personne de Monsieur Le Professeur RAMANDIMBIARISON Jean Claude et de Monsieur SOLOFOMIARANA RAPANOËL Bruno Allain, qui a bien voulu accepter d'honorer de leur compétence l'appréciation du présent mémoire ;*
- *A toutes les administrations publiques ou privés d'Ambilobe et d'Antsiranana qui ont tant donné dans leur domaine et compétence*
- *A toutes les communautés Antankaraña : Citadins et Villageoises pour leurs collaborations, durant nos travaux de terrains ;*
- *A toute ma famille et ami(e)s qui n'ont pas hésité à nous offrir leur meilleur soutien pour le bon déroulement de notre recherche ;*
- *A mes frères et sœurs, à ma femme : nous sommes reconnaissants.*

A tous, mes meilleurs vœux, un grand merci !

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

Première Partie : La royauté dans les culturalités populaires

Chapitre 1 : Structuration historique et administrative de la royauté antankaraña

Chapitre 2 : Tsangantsaiñy ou l'érection du mat royal

Deuxième Partie : Emergence des conflits royaux antankaraña

Chapitre 3 : Syncrétisme antankaraña et dynamique populaire

Chapitre 4 : Politisation du pouvoir royal

Chapitre 5 : Royauté et dynamique de pauvreté

Troisième Partie : Prospectives de socialité

Chapitre 6: Concilier données sociales et modernisme / post modernisme

Chapitre 7 : Accommodation dans l'hypermodernisme

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux, figures, photos et images

ANNEXES

CV + RESUME

INTRODUCTION GENERALE

1. Contexte

Avec l'épuisement du modèle d'accumulation représenté par le fordisme, on assiste, dans un grand nombre de pays, à une redéfinition en profondeur des rapports sociaux. Une des figures de cette mutation est bien représentée par la mondialisation, qui interpelle aussi bien le public que le privé à tous les niveaux, incluant le local et le régional. Dans ce contexte, les rapports entre l'État et les territoires se restructurent, ce qui modifie le rôle des acteurs dans la gestion du social et dans le développement économique.

Les pays du Sud sont touchés par la pauvreté, parce que les modèles de gouvernement et les valeurs Républicains semblent avoir des difficultés à s'établir correctement. En fait, ces communautés sont habituées à des valeurs qui touchent plus à l'ancestralité, plutôt qu'au modernisme effréné des pays du Nord. D'autant plus que c'est cette modernité-même qui a ravagé les culturalités identitaires, et qui cherche à uniformiser et universaliser les modes de vie, à l'image du capitalisme qui ne profite qu'à une poignée de gens.

Les bailleurs de fonds, pour aider à l'instauration d'un Etat de droit, suggèrent l'application des ajustements structurels, qui ont plus contribué à l'appauvrissement qu'à sortir les pays du marasme économique. Ce sont en fait des ajustements superficiels qui ne touchent pas aux dynamiques profondes des communautés. Les notions de gouvernances et de gestion harmonieuse sont alors pointées du doigt, comme bouc émissaire de la précarité.

La gouvernance, qui est « *un terme non encore reconnu dans le dictionnaire de l'Académie française* »¹, peut être comprise comme l'ensemble des caractéristiques propres au gouvernement d'un pays, une bonne gouvernance doit s'entendre par une direction politique clairvoyante et efficace et une mauvaise gouvernance, une direction politique qui ne l'est pas.

¹ ENTRE TRADITION ET MODERNITE, QUELLE GOUVERNANCE POUR L'AFRIQUE ? Actes du colloque de Bamako 23, 24 et 25 janvier 2007

Sous-développés et globalement nettement en retard en matière de développement par rapport aux autres régions du monde, les pays du Sud, dans leur ensemble sont les sièges de tensions interethniques, d'antagonismes interreligieux, de la pauvreté de masse avec la malnutrition, la faim et les famines, de dures répressions avec des violations massives des libertés et droits humains et des guerres civiles dont la cause est imputée à la mauvaise gouvernance.

Cependant, dans cette notion de gouvernance, il y a aussi les notions de culture, comprises ici dans tous les sens du terme. Il y a d'une part les us et coutumes qui caractérisent chaque communautés, et d'autre part, il y a la culture qui est cette accumulation des connaissances, et de savoir faire, qui permet aux populations d'avancer vers le progrès.

Les questions touchant les normes et les valeurs vécues au sein-même de la société sont alors dictées par certains éléments des notions avancées auparavant. Et cela se constate au sein de la société malgache, qui est fortement ancrée dans le respect des lignages et des ancêtres. Ces éléments sont souvent sources de conflits et de tensions, mais ce sont aussi des éléments intégrateurs, avec une dynamique prépondérante, surtout dans les milieux ruraux.

Dans la société traditionnelle malgache, on retrouve un sens de la famille, basée principalement sur la pérennité du groupe, le respect des aînés et un lien organique avec les ancêtres. Selon RAHAROLAHY (L.), « *les malgaches ne considèrent pas que les ancêtres soient tout à fait hors du monde des vivants* »². Ils y sont intégrés et constituent avec le monde visible une société où chaque objet a une signification propre dans un contexte donné, et chaque forme a son sens.

Cela conforte une grande place accordée à l'identité nationale et culturelle des communautés. La continuité ethnique ou nationale s'appuie sur le lien de parenté entre les membres de la communauté concernée. Telle population partage les mêmes ancêtres se distinguant de telle autre population qui n'a pas les mêmes ancêtres, la même religion, la même langue, etc. Les réels faits historiques démontrent qu'aucune nation n'est

² RAHAROLAHY (L.), Le symbolisme malgache, www.malagasy.org/le_symbolisme_malgache.html, articles sur le symbolisme malgache

constituée de population homogène. Comme le dit KOZAKAI (T.), « *le Brésil et l'Argentine par exemple sont deux états multiethniques mais ne s'en cache pas* »³.

Même si Madagascar est sous développé économiquement, le pays est développé à d'autres niveaux, notamment l'attachement aux valeurs sociales et culturelles. Jusqu'à maintenant, l'attachement à ces valeurs a montré sa force de résistance et a permis à l'ensemble de la population de ne pas sombrer tout en gardant avec confiance une vie meilleure dans l'avenir. C'est une autre manière de percevoir l'avenir. Environ 90%⁴ de la population vivent avec le même point de vue, ce qui a permis cette résistance de l'économie populaire, qui malgré les tergiversations et les perturbations provoquées par des facteurs externes, persiste à pratiquer les traditions ancestrales.

C'est ainsi que le christianisme et les sectes religieuses n'ont pas pu détruire les pratiques et les valeurs traditionnelles qui sont toujours présentes dans le mode de vie de la population rurale et urbaine, quoique le christianisme ait une longue histoire avec l'implantation des églises protestantes et catholiques dans les villages depuis la moitié du XIXe siècle. Ce qui n'a pas entraîné la suppression des cultes des « *sampy* » royaux et les pratiques coutumières ancestrales. Un syncrétisme en est sorti avec comme composante une « *pensée hybride* », un « *bricolage* » social et culturel, mais qui fait la différence entre les deux tendances et leurs apports respectifs.

Nous faisons ici l'hypothèse que nous assistons depuis quelques années à une mutation inédite de l'organisation du lien social. Ce serait cette subversion sans précédent à quoi nous pouvons attribuer la responsabilité de la perte des repères à laquelle nous assistons, de même que les difficultés de réajustement dont nous avons sans cesse des échos au travers des avatars de la vie collective.

2. Choix du thème

Le thème a été choisi en rapport avec des données d'actualité, dans la mesure où récemment, la résurgence des affirmations identitaires, qu'elles soient de l'ordre du lignage, du religieux ou des origines commencent à foisonner dans les espaces sociaux.

³ KOZAKAI (T.), *L'étranger, l'identité, Essai sur l'intégration culturelle*, Bibliothèque scientifique Payot, Paris, 2000

⁴ Selon nos propres estimations

Par ailleurs, il y a le fait que nous nous sommes déjà intéressés à une telle thématique, dans notre mémoire de licence en Sociologie, qui retrace quelques éléments de l'identité culturelle malgache. Dans la trame de ce dernier, nous avons tenté de mettre en exergue une autre facette de cette culturalité.

3. Choix du terrain

Georges BALANDIER parle ainsi, à propos de l'enseignement de Marcel MAUSS : « *l'une des premières règles de méthode que doit respecter la science sociale, (...) est la recherche des niveaux « privilégiés » d'observation et d'analyse, (...) elle s'impose de le faire, si elle entend saisir la société dans sa vie même et dans son devenir* ». ⁵ Suite à notre choix du thème, et voulant essayer d'appliquer une telle règle, nous avons choisi les *Antankaraña*, d'une part, pour des raisons d'appartenance, et donc de proximité, et d'autre part, pour des raisons d'actualités, avec les récents évènements d'imbroglio politique à Madagascar, qui se ressent même jusque chez les communautés les plus éloignées de la capitale.

4. Problématique

Il nous semble pertinent de voir si les conflits internes des sociétés locales reflètent les paramètres de légitimité du pouvoir royal, dans la dynamisation de la démocratie de proximité à l'échelle malgache. Autrement dit, la légitimité du pouvoir peut-elle constituer un facteur d'ouverture démocratique des sociétés *Antankaraña* ?

5. Objectifs

Notre objectif est d'analyser l'actualité et la fonctionnalité des pouvoirs royaux à Madagascar. Ainsi cherchons-nous à explorer les quelques points suivants :

- Connaître la légitimité du pouvoir royal ;
- Voir la perméabilité ou l'imperméabilité de la culture *Antankaraña*, par rapport à la modernité ;
- Voir la dialectique entre les institutions traditionnelles et l'Etat moderne ;
- Voir les structures et les organisations au sein de la royauté *Antankaraña*.

⁵ BALANDIER (G.), *Phénomènes sociaux totaux et dynamique sociale*, in « les Cahiers internationaux de sociologie », vol. 30, Paris : Les Presses universitaires de France, janvier-juin 1961. Et également, MAUSS (M.), *Essai sur le don*, in « *Sociologie et anthropologie* », Presses Universitaires de France, 1950

6. Hypothèses

- Les conflits internes dans la communauté *Antankaraña* proviennent de sa structure-même ;
- Les institutions traditionnelles malgaches sont devenues des instruments politiques, tant sur le plan local que national ;
- La structure interne des royautes traditionnelles ne peut affronter les dynamiques de *l'hypermodernité*, sans opérer quelques changements ;
- Le pouvoir royal est un pouvoir mythique qui donne de l'autorité à quelques personnalités, ce qui justifie les luttes d'accession au rang de dignitaires communautaires ;
- Que ce soit dans la structure organisationnelle ou dans la structure organisationnelle traditionnelle, l'appel à la légitimation populaire de l'assise du pouvoir est de toujours de mise.

7. Méthodologie

Le caractère multidimensionnel, multi facial, polysémique et labile de notre objet d'étude nous incite à recourir aux principes de la pluridisciplinarité dans la réalisation de notre investigation. Ainsi, nous avons utilisé divers méthodes scientifiques basées sur l'ethnométhodologie, la socio anthropologie et le structuro fonctionnalisme.

7.1. Documentation

Pour mieux cerner la réalité sociale, la phase de documentation, par le biais des ouvrages généraux et spécifiques, des magazines, des revues, d'articles de journaux ou autres s'est avérée nécessaire. Il s'agit de collecter les informations déjà existantes, d'en faire les analyses et de les décortiquer afin de déboucher sur une base théorique. L'enquête documentaire s'effectue lors de la phase théorique, lors de la construction de la problématique et des hypothèses relatives au sujet d'étude, puis durant l'enquête proprement dite, c'est-à-dire pour collecter des données officielles et réalités existantes nécessaire auprès de la population.

7.2. Approches théoriques

Initiée par LEVI-STRAUSS⁶, MALINOWSKI (B.)⁷, BOUDON (R.)⁸ et RADCLIFFE (B.)⁹, le fonctionnalisme est important pour considérer et apposer à chaque fait social une ou des fonctions qui les déterminent. Chaque élément d'un ensemble social possède une certaine tâche à accomplir, c'est-à-dire une fonction qui présente une part irremplaçable de la totalité organique. Donc, elle contribuera à alimenter une conception de la société qui en souligne non seulement le caractère systémique, mais encore l'harmonie en vue d'atteindre l'objectif.

L'ethnométhodologie est une approche de la société du point de vue microsocial ou des petits groupes qui évoluent et interagissent pour donner la logique sociale. Il est question de tenir compte des contextes situationnels au sein desquels l'individu évolue dans son groupe.

Nous avons appliqué cette méthode pour explorer la quotidienneté. Des auteurs clés tels qu'Harold GARFINKEL développent cette théorie. Selon ce dernier, qui en est le fondateur, « *les études ethnométhodologiques analysent les activités de tous les jours comme des méthodes que les membres utilisent pour rendre ces mêmes activités visiblement rationnelles et rapportables à toutes fins pratiques, c'est-à-dire descriptives* »¹⁰.

7.3. Techniques d'enquêtes

Dans le souci de respecter la scientificité de nos travaux de recherche, nous avons recouru à quelques étapes. Elles comprennent à la fois des dynamiques qualitatives et des dynamiques quantitatives. Les perspectives d'observations (simple et participante) nous servent à combler le vide, concernant les données officielles. Justement, à propos de ces derniers, il n'existe presque pas de documents produits par des Malgaches, concernant la communauté *Antankaraña*. Il s'agit alors ici des prémices d'une étude que nous pensons pouvoir perpétuer et approfondir.

⁶ LEVI-STRAUSS (Cl.), *Anthropologie structurale*, Plon, Paris, 1958

⁷ Cité sur le Site www.colophon.be

⁸ BOUDON (R), *La logique du Social*, Hachette, Paris, 1979

⁹ Cité sur le Site <http://www.grioo.com>, *L'esclavage : un système économique abouti*, 27 septembre 2004

¹⁰ GARFINKEL (H.), *Studies in ethno methodology*, Cambridge, Polity Press, 1984

7.3.1. Les observations

Pour bien cerner la réalité, nous avons utilisé à la fois l'observation participante et la participation observant. L'observation participante consiste à suivre de près la vie des personnes enquêtées en partageant leur quotidien afin de décrire tous les traits illustrant le dynamisme du phénomène étudié.

Jean PENEFF le définit comme suit : « *on appelle observation participante [en usine] le fait, pour un sociologue, de participer, [en tant que salarié à la production dans l'entreprise] pour en tirer l'information et la documentation la plus proche des faits [et du travail concret]. Cette participation se déroule généralement sur une longue période (trois mois à un an...) de manière à s'intégrer [dans le collectif de travail], à se familiariser avec la forme spécifique de l'activité et à contrôler sur un grand nombre de cas les analyses dégagés* »¹¹. Cette technique d'approche a été entreprise auprès de diverses populations interviewées en allant de l'administrateur, dirigeants ; aux administrés de toutes catégories confondues afin de trouver, de comprendre et d'analyser les vraies logiques et situations locales.

L'observation participante nous a permis d'observer la structure et les mécanismes d'organisation au sein de la communauté *Antankaranaise* en adoptant la logique de rationalité de celle-ci.

7.3.2. Les entretiens

En sciences sociales, l'entretien est une méthode d'investigation utilisant un processus de communication pour collecter des informations relatives aux objectifs envisagés. Durant le stade de pré enquête et bien évidemment pendant la période de l'enquête proprement dite, nous avons employé différents types d'entretiens, à savoir l'entretien libre, l'entretien semi-directif et l'entretien directif.

Toutes ces méthodes ont été utilisées avec toutes les catégories sociales et d'activités afin de pouvoir tirer plus d'informations dans un but de rendre crédible et scientifique notre recherche.

¹¹ In GARFINKEL (H.), *Studies in ethno methodology*, Cambridge, Polity Press, 1984

Les techniques qualitatives, bien que quantitative sont les plus fréquemment utilisés. D'où la présence de l'enquête par questionnaire durant notre période de terrain.

Dans une perspective qualitative, nous nous servons d'entretiens individuels, avec des questions ouvertes pour donner libre cours à la structuration de la pensée des enquêtés. Le questionnaire structuré et standardisé sert à cadrer quelques éléments quantitatifs, grâce à des mesures statistiques.

7.3.3. Le questionnaire

Durant notre investigation, nous vous en sommes tenus à un questionnaire préalablement structuré. Chaque question posée doit s'adapter à la nature de l'information cherchée afin de permettre de quantifier les résultats d'enquête, de les transcrire et de les analyser. Nous avons dû adopter une typologie de questionnaire selon la population cible. Par conséquent, nous avons consacré des questions relatives à la réalité existante de la quotidienneté de la population en générale.

7.4. Techniques d'échantillonnage

Les choix des personnes enquêtées ont été dictés par notre hypothèse pour déterminer les divers variables à entreprendre au niveau de l'enquête. Nous avons choisi un échantillon de personnes considérées comme représentatives d'une communauté qui constitue l'ensemble social, et pour ce faire, nous avons utilisé le sondage stratifié dont la population est divisée en sous ensembles homogènes appelés strates, et dans lesquels est effectué un tirage au sort. Notre population d'enquête est composée par divers catégories sociales et activités économiques.

Pour pouvoir mener à bien notre enquête, nous avons choisi un échantillonnage à partir de la population *Antankaraña*, des élus locaux, des leaders communautaires (Chefs d'Eglises, des notables), ainsi que des personnes œuvrant dans des structures non gouvernementales (ONG, Œuvres caritatives, etc.).

Pour que cet échantillonnage soit représentatif, nous avons choisi au hasard un certain nombre de ménages et d'individus. En tout, nous avons 95 individus d'enquête. La population d'enquête sera constituée sur la base de sondages auprès des types d'échantillons suivants.

La première catégorisation de notre population d'enquête consiste en leurs statuts, par rapport à leur fonction au sein de la collectivité. Ainsi, avons-nous une catégorie qui regroupe indifféremment la population locale, des élus locaux et des leaders communautaires, dont voici la répartition :

TABLEAU 1 : REPARTITION PAR CATEGORISATION DE LA POPULATION D'ENQUETE

Catégorisation de la population d'enquête	Nombre de l'échantillon d'enquête
Population locale	70
Elus locaux	10
Leaders communautaires	10
Prestataires de services (ONG, etc.)	05
TOTAL	95

Source : nos propres investigations, 2009

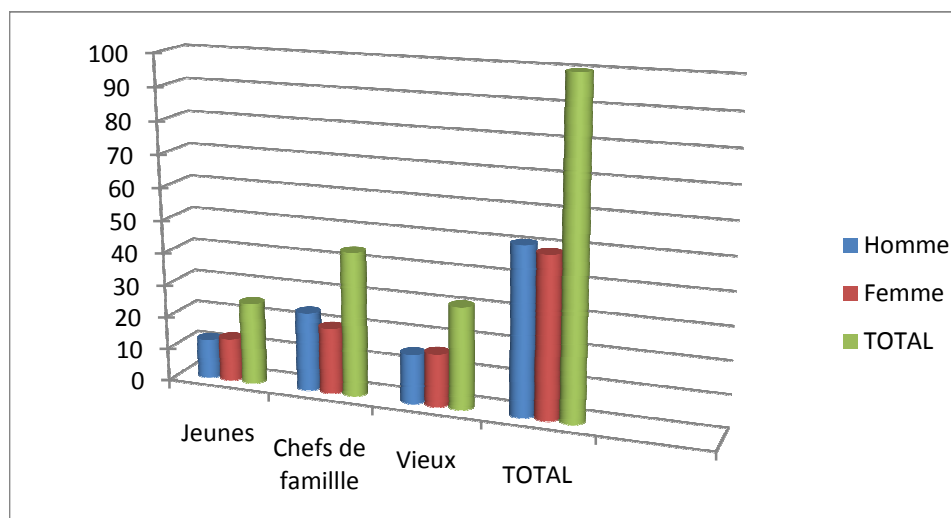
Nous avons voulu intégrer une optique de genre dans notre étude, pour déceler un éventuelle différence entre aspirations masculines et aspirations féminines, concernant les thématiques de notre étude. Dans cette démarche, nous avons du éviter de confondre la structure des âges, dans un souci d'objectivité, par rapport aux données à recueillir.

TABLEAU 2 : REPARTITION PAR SEXE ET PAR AGE DE L'ECHANTILLON D'ENQUETE

Critères	Hommes	Femmes	TOTAL
Jeunes (en âge de voter)	12%	13%	25%
Chefs de familles	24%	20%	44%
Vieux (55 ans et plus)	15%	16%	31%
TOTAL	51%	49%	100%

Source : nos propres investigations, 2009

GRAPHE 1 : REPARTITION PAR SEXE ET PAR AGE DE L'ECHANTILLON



8. Problèmes rencontrés et limites de l'étude

La complexité et la profondeur de l'étude constituent des obstacles importants de notre étude. En effet, il semble difficile de délimiter l'apport sociologique d'une telle thématique, dans la mesure où les objets traités relèvent parfois de la métaphysique et du culturel. Cependant, les impacts sociaux drainés par l'existence des conflits internes ne sont pas négligeables, dans la dynamique du pouvoir royal *Antankaraña*. Par ailleurs, la collecte des données récentes sur le vécu de la noblesse *Antankaranaise* est très difficile, étant données les moyens et le temps imparti pour cette étude. Ce qui donne un aspect assez précaire à cette étude, de même qu'il reste d'autres pistes à exploiter, que nous espérons pouvoir approfondir, dans d'autres études.

9. Structuration du document

Ce document se structure selon le plan suivant :

En premier lieu, nous avons un état des lieux sur la royauté dans les culturalités populaires. En second lieu, nous avons l'émergence des conflits royaux *Antankaraña*. En troisième lieu, nous allons tenter une prospective de socialité.

**PREMIERE PARTIE : LA ROYAUTE DANS LES
CULTURALITES POPULAIRES**

Au lendemain des indépendances, dans les années 1960 et un peu au-delà, les nouvelles élites africaines voient dans les rois et les chefs les reliques d'un passé qu'il leur appartient d'abolir. Dans les années 1980, le regard porté sur les deux pouvoirs a changé. L'attention des anthropologues et des historiens s'oriente aujourd'hui sur ce phénomène inattendu qu'est la reviviscence, dans un contexte nouveau et sous des formes évidemment nouvelles, des royautés et des chefferies.

Le changement de perspective survenu à partir de 1990 environ répond au fait que, depuis cette date, se sont produits de surprenants événements. L'un des plus spectaculaires a eu lieu en Ouganda où la monarchie, abolie en 1966 à la suite d'un coup d'Etat, a été rétablie vingt-sept ans plus tard, en juillet 1993, par l'intronisation d'un nouveau roi. La restauration monarchique a été voulue par le chef de l'Etat, MUSEVENI¹².

Très inattendu aussi est le changement radical survenu dans les mentalités : un certain nombre d'Etats africains se tournent aujourd'hui vers les Rois et Chefs qui sont presque toujours issus des nouvelles élites. Leur parcours s'est effectué loin des milieux de leur investiture, souvent dans les services publics, l'administration, la diplomatie ou l'université, et parfois dans des entreprises privées. Les villageois voient d'un œil favorable ces « lettrés » accéder à la chefferie. Ils les estiment mieux à même de défendre leurs intérêts.

Si dans d'autres contrées la noblesse n'a qu'un rôle de représentation qui alimente les tabloïds, la noblesse malgache se démarque en se considérant d'abord comme appartenant au peuple et élu pour certains devoirs. Etre noble est avant tout une attitude : être intègre, complet dans ses actions et ses propos et se rapprocher au mieux de la perfection dans sa façon d'être. En clair, la noblesse se doit d'être la garante du peuple pour préserver la paix.

¹² Informations recueillies sur le site <http://www.grioo.com>, *L'esclavage : un système économique abouti*, 27 septembre 2004

Chapitre 1 : STRUCTURATION HISTORIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA ROYAUTE ANTANKARAÑA

Avant 1972, en matière d'Histoire, les ancêtres désignés des malgaches avaient été les Gaulois¹³, et l'Histoire de Madagascar s'est contenté de la royauté Merina. Or, d'autres royaumes se sont constitués au cours du temps. La royauté *Antankaraña* et ses principaux rois en constitue un des exemples.

C'est justement la méconnaissance ou l'inconscience d'une telle réalité, qui semble être à la base de certaines tensions ethniques qui perdurent jusqu'à nos jours. Il nous paraît utile alors de donner quelques perspectives historiques et organisationnelles de la société *Antankaraña*, afin de mieux cadrer le contexte de notre étude.

Les informations que nous recueillons dans les pages suivantes proviennent de nos propres recherches, avec les démarches de documentation (ouvrages, internet, etc.), les démarches d'interviews (auprès notamment de quelques représentants de la noblesse de *l'Antankaraña*), mais nous avons aussi essayé de refléter dans ce document notre propre façon de comprendre l'histoire de cette région du Nord de Madagascar.

Nous nous trouvons alors partagés entre des données de tradition et des données de modernité, dans la mesure où nous sommes tentés de parler d'un « Etat » dans un Etat, c'est-à-dire la cohabitation entre un pouvoir royal et un pouvoir étatique républicain. Mais sans vouloir rentrer dans cette polémique, à ce stade de l'étude, essayons de retracer les péripéties traversées par la royauté *Antankaraña*, dans sa dynamique historique et structurelle.

La plupart des données que nous allons développer proviennent de bouches à oreilles et de documents divers. Ce qui fait qu'il doit y avoir un recul, quant à la considération de ces derniers, étant données la subjectivité qui ne peut être évitée dans les sciences sociales. Il s'agit alors pour nous de tout simplement nous positionner par rapport aux faits, pour pouvoir avancer dans notre exploration.

¹³ Il s'agit ici d'une portée ironique de ce que les français avaient enseignés, dans une expression célèbre : « *nos ancêtres les Gaulois* ».

1.1.- L'origine des nobles *Antankaraña*

1.1.1.- Du Roi KOZOBE au Roi TSIMIARO III

1.1.1.1.- Les liens de parenté entre *Tsimihety* et *Antankaraña*

Les premiers habitants de la région *Ankaraña*, septentrionale de Madagascar, connus par la tradition, s'appelaient *Vohitava*, *Antambohîtsy*, *Antamboroko* et *Antanala*. Ils vivaient dans *l'Ankarana*, falaise calcaire d'origine madréporique, percée de trous et de grottes, d'où leur appellation génétique *d'Antankaraña* (ceux de *l'Ankaraña*). Sur les côtes, et dans l'archipel des *Mitsio*, vivaient des pêcheurs de tribus *Antambazavaka* et *Antavelana*.

Il n'existe aucune indication précise sur l'origine de ces peuplades. Il est possible qu'il y ait eu mélange des Noirs, venus de la côte du Mozambique, et des Arabes, venus des Comores ou même de plus loin (Golfe Persique, Zanzibar), dès le XVe siècle. Au XVIe siècle, les tribus Sakalava des royaumes du *Menabe* et du *Boina* sont déchirées par des guerres intestines. Les *Zafinifotsy*, vaincus par leurs cousins *Zafinimena*, remontent vers le Nord, et s'arrêtent vers la Sofia. Ces noms seraient ceux de deux frères, héros éponymes et ancêtres de ces deux tribus : *Zafimbolafotsy* et *Zafimbolamena*.

Les *Zafinimena* sous les ordres de leur chef *Andriambolamena* pourchassent les *Zafinifotsy*, qui reprennent leur migration vers le Nord, et se scindent en deux groupes. L'un, avec les chefs *Fagnanimena* et *Laigara* monta jusqu'à *Androna* ou *Marangibato* sur les plateaux de l'Est, dans la région de *Mandritsara* ; l'autre, avec *Rasoa*, une femme.

Le fils de celle-ci, *Kozobe*, et son frère *Tsirisahy*, se fixent à *Mangabe* dans le bas *Sambirano*, puis se réfugie dans les îles, à *Nosy-Komba* et à *Nosy-Be*. *Kozobe* a été élu chef vers 1609, et meurt en 1639, après trente ans de règne. Il est le premier roi *Zafinifotsy* connu, et c'est de lui que dérive toute la généalogie royale *Antankaraña*.

Il est enterré à *Nosy Komba* au lieu dit *Antenianaomby*. La branche partie à *Marangibato* donna naissance à un rameau *Tsimihety* de race noble, les *Antimaranobato*. Ce qui explique la parenté entre *Tsimihety* et *Antankaraña*. Mais c'est de la branche du *Sambirano* et des îles que naît la famille royale.

Le fils de *Kozobe*, *Andriamaitso*, lui succède en 1639, et règne à *Ambohimalaza* (*Antafondro* aujourd'hui) jusqu'en 1689, année de son décès. Il est inhumé à *Andokobe* ou *Lokobe* (*Nosy-be*). Son fils *Andriamanampela* prend le trône de 1689 à 1692, puis *Andriantsiroto* lui succède. Ce dernier, 3 ans après, a été rappelé par ses sujets. Après 18 ans de règne au total, il meurt et est enterré dans le cirque de *l'Antavy*.

1.1.1.2.- Le germe de la discorde

Lamboeny, fils d'*Andriantsiroto*, règne ensuite de 1719 à 1799. Il a eu 33 enfants, et il est l'aïeul de tous les nobles *Antankaraña* du premier rang. Il a dû s'enfuir à *Maroantsetra* devant un brigand qui occupait son pays. En 1776, il fait alliance avec *Benyowsky* qui portait alors le nom de "*Mpanjakabe*," et qui reçoit son serment d'allégeance au roi de France.

Benyowsky réinstalle *Lamboeni* à *Ambatoharanana*, lieu de résidence, depuis, des Rois *Antankaraña*. A sa mort, *Lamboeny* reçoit le nom d'*Andriamanolotsoarivo*. Un de ses fils, *Tehimbola*, monte sur le trône, et règne 12 ans. Il n'a pas eu d'enfants et, quand il meurt vers 1802, *Boanahajy*, un de ses frères, lui succède. Son nom posthume est *Andriamandresiarivo*. *Boanahajy* se fixe à *Marivorahona*. 7 ans après, ses neveux *Tsialana I*, fils de sa soeur aînée *Sozo*, et *Andrianjalahy*, fils de son frère *Lehilahy*, le déposent de force.

Le trône revient alors à *Tsialana I* (1809) qui forme le clan des *Antiberantsagna*. Sa descendance habite actuellement *Nosy-Faly* à *Antafiambotry* (district d'*Ambanja*), *Ambatobenanjavy*, *Beramanja* (district d'*Ambilobe*) et à *Andavakantsantsa*, au sud de la sortie des gorges de la *Mahavavy*. *Tsialana I* règne 13 ans, et meurt en 1822. Il prend alors le nom d'*Andriamitoarivo*.

Tsimiaro I, qui règne de 1822 à 1882, lui succède. Il se convertit à l'Islam et renouvelle l'alliance de son peuple avec la France. En avril 1841, est nommé Chevalier de la Légion d'honneur, et reçoit du Roi des Français un uniforme complet avec bicorne et sabre, ainsi qu'une pension annuelle de 100 francs. Il meurt en 1882, après 60 ans de

règne à sa résidence de *Nosy Mitsio Ampasindava*. Il est enterré dans les grottes de *l'Ankarana* à *Nosy Ankarana*. Il prend le nom *d'Andriamandambanarivo*.

1.1.1.3.- Apogée du clan *Tsimiaro*

Tsialana II lui succède en 1883 et meurt en octobre 1924 à *Ambatoharanana*, après 40 ans de règne. Il est le premier *Mpanjaka* inhumé en dehors des grottes, dans le cimetière (*Anjombavola*) qu'il a fait construire en 1905, près *d'Ambatoharanana*. Son nom posthume est *Andriamanorinarivo*.

Son frère cadet, *Tsimanenina*, est nommé *Mpanjaka* en janvier 1925, et meurt en août 1938, âgé de plus de 80 ans. Il a aussi été enterré à *Ambatoharanana*. Le troisième fils de *Tsialana II*, *Mohamady Tsialana*, musulman de naissance, neveu de *Tsimanenina*, a été élu à sa place. Il réside d'ordinaire à *Ambilobe*, mais se rend souvent à *Ambatoharanana*, où se trouve presque toute sa famille.

En ce temps-là, le chef du gouvernement *d'Ambilobe* est le sous-gouverneur *Mohajy Ernest*, membre de la famille royale, originaire de *Betamboho Bekolahy*, clan *Antambatoharanana*, descendant d'une des filles de *Lamboeny*, *Fanjavatsaiky*. *Mohajy Ernest* est désigné comme maître de cérémonie pour diriger la fête du mât du pavillon ("*Hazosaiñy*"). Le chef de canton *d'Ambilobe* d'antan est le sous-gouverneur à titre politique, *Mohamady Jean de Dieu*, de la caste *Antandrana*, clan *Ambatoharanana*, descendant de *Lemarehy*, fils de la fille aînée de *Lamboeny*, *Bozo*. Lors de l'Indépendance, en 1960, la lignée s'est perpétuée avec *Tsimiaro II*, qui porte le sabre de *Tsimiaro I*, son arrière-arrière-grand-père.

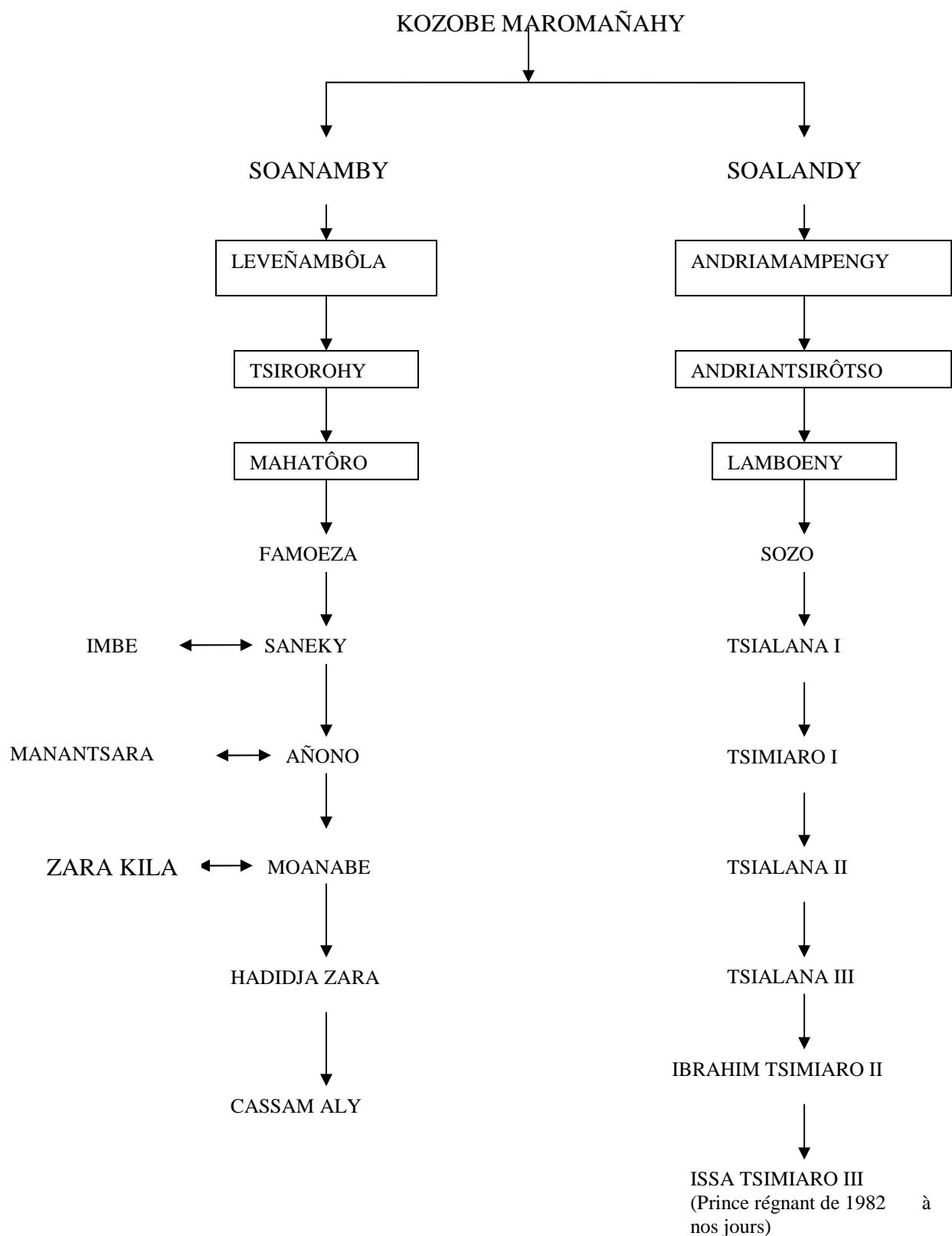
Depuis 1982, la royauté traditionnelle *Antankaraña* est placée sous le prince *Tsimiaro III (Issa)*, c'est le onzième de la lignée, qui vit à *Ambilobe*. Rappelons, ici, que le clan *Kozobe*, qui eut 7 enfants, est très ramifié. Afin de ne pas polémiquer avec les descendants de *Vavihely Alphonse*, ancien maire de Diégo, ce clan est aussi formé des clans nobles suivants : *Soanaomby*, *Andrimahitso*, *Mitivalana*, *Soalandy*, *Vavihely*. Mais c'est le clan *d'Androna (Antandrana)* qui donne la plupart des rois *Antankaraña*, descendants de *Soalandy*, sixième enfant de *Kozobe*, précédé de *Tingimaro*, roi de

Konkomaro (1540-1623). Enfin, il faut savoir que dans *l'Ankarana*, il existe *Soanaomby* (1639), reine éphémère, car sanguinaire et jalouse¹⁴.

¹⁴ Informations recueillies sur le site <http://forum.lixium.fr/v-10918990&sobika5.htm>, articles sur l'histoire des royautes malgaches, RAMAMBAZAFY (J.), Ny Andriana eto Madagasikara, 21/02/04

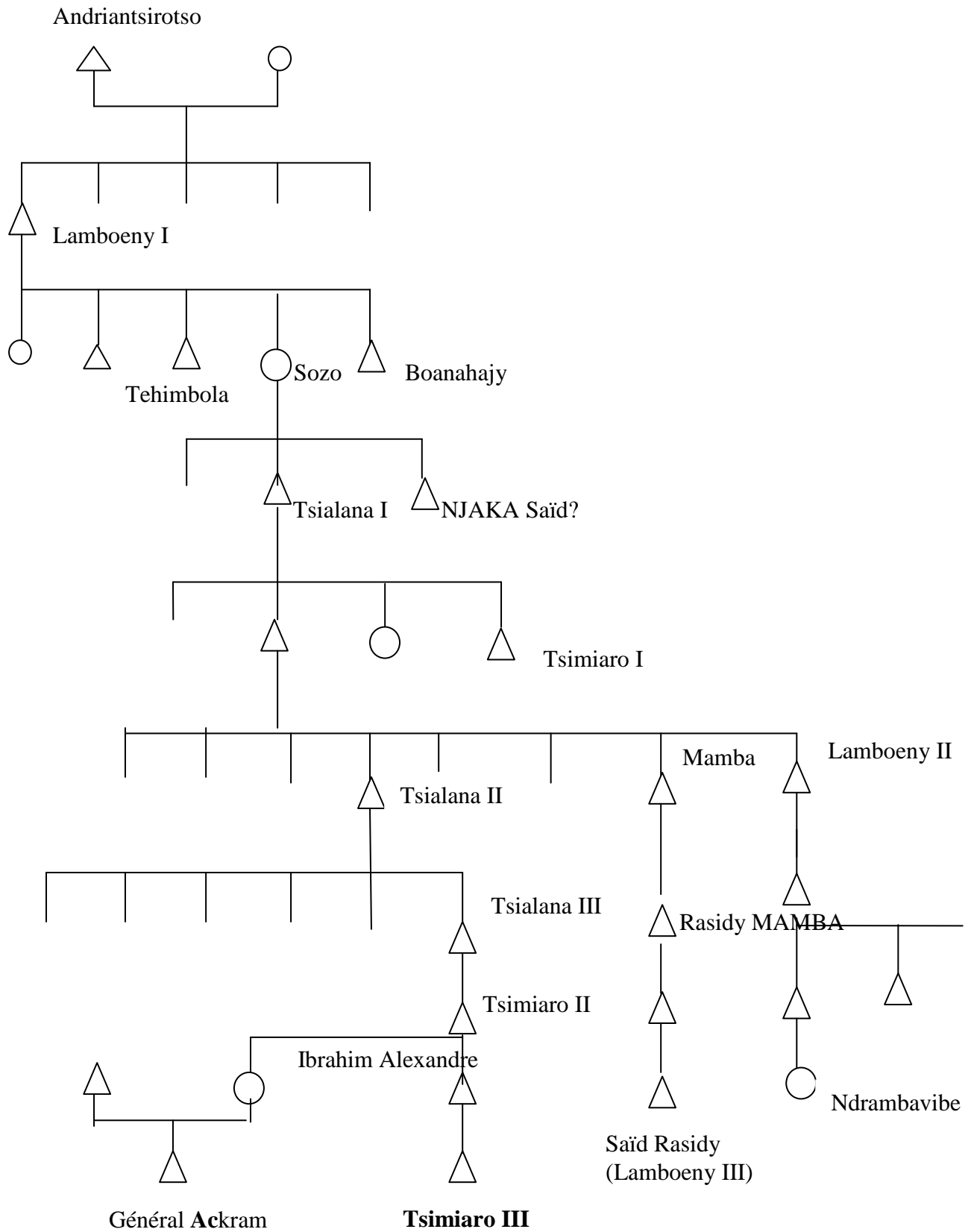
1.1.2.- Représentation graphique de la descendance royale *Antankaraña*

FIGURE 1 : ARBRE GENEALOGIQUE DE LA NOBLESSE ANTANKARAÑA



Source : La royauté *Antankaraña*, Maurice VIAL

FIGURE 2: GENEALOGIE SIMPLIFIE DES ROIS ANTANKARAÑA



Source: enquête personnelle, 2009

1.2.- Structure et organisation au sein de la royauté

L'Administration royale collabore avec l'administration de l'Etat (de la base au sommet) et le prince régnant doit toujours :

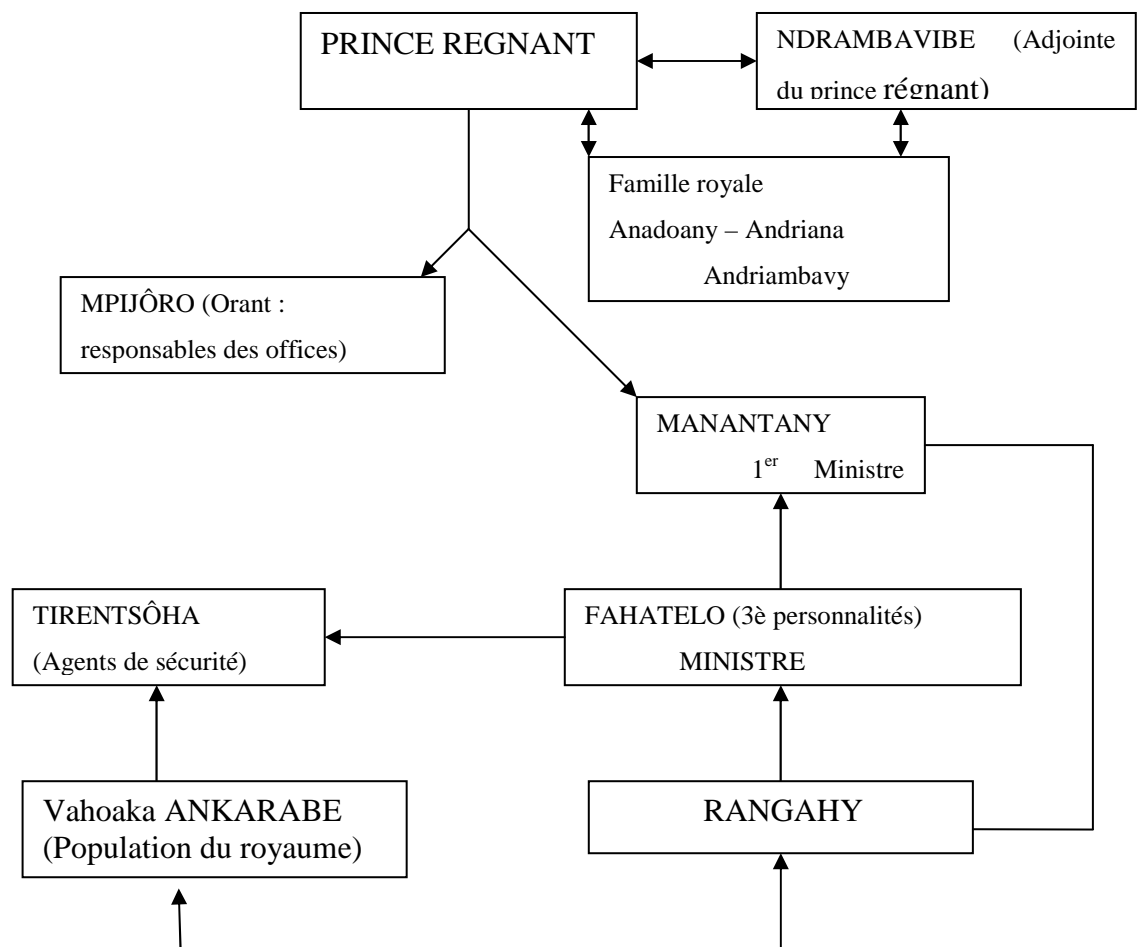
- garder et rechercher les intérêts et le bien- être de la population ;
- rappeler à l'ordre pour la conservation et le respect de la tradition ;
- récompenser les méritants dans la société et punir les coupables dans les conflits sociaux.

Le Roi consulte la famille royale ou son administration (*Manatany, Fahatelo, Rangahy*) sur tous les projets de cérémonies ou autres concernant la Communauté. Il ne dispose pas donc du pouvoir exécutif. Ainsi, quant il veut prendre une décision, il convoque son conseil et lui soumet sa proposition ; le conseil décide, il a la seule voix délibérative, et s'il refuse le projet royal est rejeté.

Le Roi a surtout un pouvoir religieux ; il est l'intermédiaire entre les ancêtres et son peuple, lui seul peut leur demander nommément leur protection dans les cérémonies royales. Il est ainsi le protecteur et le garant de la prospérité des *Antakaraña*.

Les fonctionnaires royaux sont de race pure *Antankaraña*, mais roturiers. Ils sont nommés par le *Mpanjaka* ou Roi sur la proposition des *fokonolona* ou population intéressés. Il les intronise dans une cérémonie faite devant le mât de pavillon royale ou, à défaut, devant les *Tsangambato* en invoquant les ancêtres, en les oignant de terre blanche sur le front et sur les tempes en leur recommandant d'être de fidèles fonctionnaires.

FIGURE 3 : ORGANIGRAMME AU SEIN DU ROYAUME



Source : construction personnelle

Chapitre 2 : TANGATSAINY OU L'ERECTION DU MAT ROYAL

C'est la plus grande fête des *Antankaraña*. La cérémonie consiste à ériger le mât royal et faire flotter dessus le drapeau blanc frappé d'un croissant de lune rouge et d'une étoile à six branches. Il se déroule, théoriquement tout les 5ans, dans la ville royale *antankaraña*, à *Ambatoharañana*, commune rurale d'*Antsaravibe*, district d' *Ambilobe*.

Le mot *tsangantsaiñy* dérive de deux mots dont *tsangana* racine de *manangana* qui signifie ériger et *saiñy* ou *saina* veut dire drapeau. Pour les anglo-saxons le *saiñy* a le même sens que le signe donc on peut dire que le *Tsangantsaiñy* symbolise le royaume *antankaraña*. Il ne peut être remplacé que lorsqu'il s'est écroulé de lui-même ou *mirôtso*.

Le *saiñy* (drapeau + mât) est l'ennemie du roi. Les rivaux du roi ont jeté des sorts aux arbres choisis, le *saiñy* est porteur de malheur pour le roi, tant que les préparatifs nécessaires de désensorcellement n'ont pas encore été accomplis.

Le *Tsangantsaiñy* se déroule théoriquement entre le mois d'Août et Novembre. C'est un moment de fête pour les *antankaraña*, car tous les produits sont récoltés et c'est un moment de repos aussi pour les autres. Le temps fait beaux et les nourritures sont encore en grandes quantités.

Du début à la fin de cette cérémonie, des festivités folkloriques sont en grande pompe. Les chants et les danses traditionnelles, les modes vestimentaires et les coiffures typiquement *antankaraña* se sont manifestés. Mais il y a aussi les danses sacrées ou *rebiky* et les chants sacrés ou *rary*. Les danses sacrées sont exécutées au nombre de deux ou quatre. Elles sont d'origine sakalava. Deux danseurs coiffent le « *sabaka* », bonnet de feuille de latanier en forme de mitre s'élargissant vers le bout et recouvert d'une étoile rouge portant un croissant et une étoile blanche. Cette étoile retombe comme une voile jusqu'aux épaules. Ils mettent en bandoulière une étoffe assortie à la couleur de leur bonnet et une ceinture d'étoffe contenant par derrière sur les reins une sorte de paquet, ils ont un pagne de couleur. Ils tiennent à la main droite par l'évidement de la crosse un fusil et à la main gauche, à bout de bras entre le pouce et l'index, un mouchoir (*tsiahifiky*, qu'on ne peut pas jeter) de la même couleur que de la coiffure.

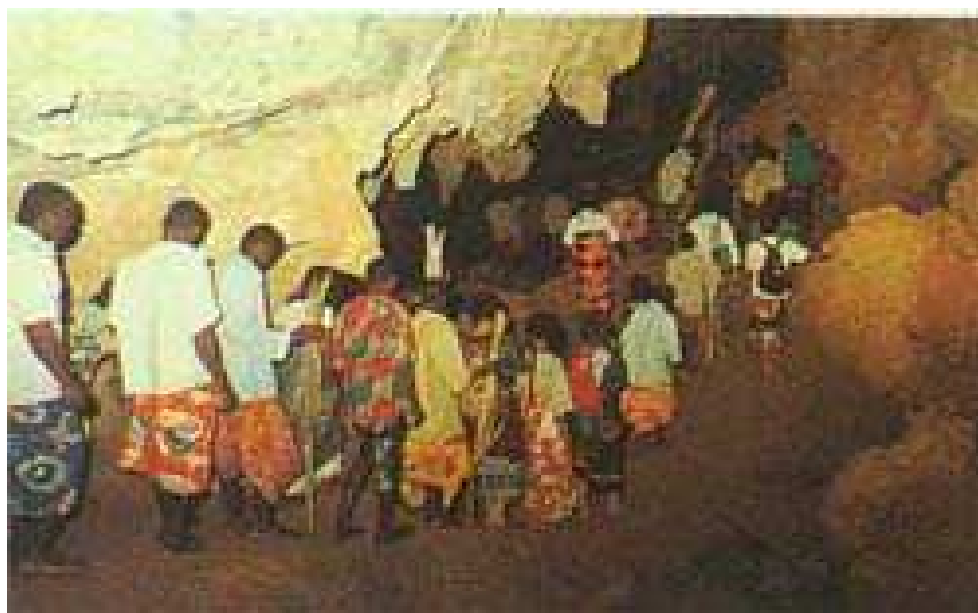
2.1.- Dimensions socio-anthropologique du *Tsangatsaiñy*

La cérémonie du couronnement du MAT ROYAL se trouve à l'heure actuelle au premier plan dans la pratique des traditions ANTANKARANA. Cette cérémonie est périodique, elle consiste à ériger un mât portant le pavillon qui se compose d'une étoile à six branches et d'un croissant rouge sur fond blanc. Cette coutume a débuté en 1697, lors du règne du roi ANDRIANTSIROTSO; le premier Roi ANTANKARANA. Cette cérémonie a lieu au village royal sur la place principale. Le mât n'est remplacé que lorsqu'il est tombé de lui-même (NIROHOTSO).

2.1.1.- Les deux phases préliminaires de la cérémonie

- Le pèlerinage à *Nosy Mitsio* en mémoire du Roi TSIMIHARO I qui s'y est replié afin de traverser la souveraineté du royaume.

PHOTO 1 : VISITE DE GROTTES SACREES DE L'ANKARANA



Source : www.madamaki.com

- La visite dans les grottes sacrées où reposent les premiers rois ANTANKARANA notamment celui qui a élevé le premier mât.

En somme ces phases préliminaires retracent le passé sombre du royaume lesquelles précède le triomphe du pavillon qui symbolise l'intégrité territoriale.

2.1.2.- Préparation du mat

La phase préparatoire se déroule à AMBILOBE. Après la délibération du conseil, composé des gardiens de rites, les *Manantany*, *Fahatelo*, *Rangahy* et membres de la famille royale se rendent le jour fixé dans la forêt, là où se déroulera la coupe de deux troncs de HAZOAMBO, mâle et femelle, destinés à confectionner le mât.

Les HAZOMAFANA ou les troncs d'arbres qui portent malheur sont d'emblée écartés. Ainsi, le choix ne dépendra pas de la qualité de l'essence mais du nom de l'arbre lequel doit porter bonheur.

C'est dans la forêt de MAHAVELONA, non loin de BERAMANJA, qu'aura lieu la coupe du bois selon la recommandation de la magicienne TSIMATAHODRAFY.

Le mât sera confectionné à AMBILOBE, sur la rive gauche de la *Mahavy*. Les deux parties seront imbriquées l'une sur l'autre par le biais de tenons et mortaises renforcés de fer. Cette opération dénommée "MANOHY" ou assembler et continuer traduit la continuité de la dynastie. Les travaux durent approximativement dix jours.

Dès que l'opération de l'assemblage soit réalisée, le mât sera acheminé vers AMBATOHARANANA, la destination finale. Le transport du mât se fait toujours à dos d'homme.

IMAGE 1 : VILLE D'AMBILOBE



Source : www.Google.earth

2.1.3.- Erection du mat

L'érection du Mât Royal appelé TSANGANTSAINY ne se pratique que le vendredi. Ainsi, ce rite permet de hisser le pavillon du royaume ANTANKARANA.

PHOTOS 2 : Le Roi *Tsimiaro* III dans son palanquin en faisant 8 tours du mât



Source : Guide book, La Carambole

Le MPANJAKA, en grand uniforme, entouré de vieux conseillers, sur la chaise à porteur feront huit tours d'honneur autour du mât et dans un silence d'or.

2.1.4.- Formalités réservées pendant les cérémonies

Le port de pagne est obligatoire pour tous ceux qui prennent part aux cérémonies. Les femmes doivent toutes tresser et lâcher leurs cheveux. Le port de chapeau et de chaussures sont formellement interdites aussi.

2.1.5.- Croyances réservées au mat royal

Le mât incarne toute la royauté dans son espèce sacrée. Il est le protecteur et le bienfaiteur, père de l'univers ANTANKARANA. Il est censé tout connaître, tout voir. Il a la faculté de récompenser comme de punir. Il est la justice personnifiée.

Celui ou celle qui se sent coupable de quelques méfaits aurait peur de s'en approcher. Aussi; toute personne qui n'ose pas venir se confesser au pied du mât serait d'emblée déclarée coupable de quelques méfaits.

2.1.6.- La danse rebika

Les *Rebika* ou danses sacrées, d'origine SAKALAVA, d'inspiration guerrière, s'exécutent pendant toute cérémonie royale. A la fin de la prestation, les danseurs viennent s'agenouiller devant le *Mpanjaka* en baissant le front et en présentant le fusil étendu à plat sur leurs mains ouvertes.

Ils reçoivent une récompense en argent. A *Ambatoharanana*, pourtant, c'est plutôt devant le mât du pavillon qu'ils s'inclinent.

2.1.7.- Circoncision-savatsa

La circoncision est obligatoire pour tous les mâles ANTANKARANA avant sept ans. La cérémonie de circoncision clôture la grande manifestation du TSANGANTSAINY. Tous les *Antankaraña* peuvent être concernés par cette opération, qu'ils soient nobles ou non

2.2.- Tsangatsainy et légitimité du pouvoir royal

La mise en scène du pouvoir politique est la façon dont ses détenteurs donnent à voir la nature de ce pouvoir aux yeux de ceux qu'ils gouvernent, de leurs pairs ou leurs rivaux.

2.2.1.- Le symbolisme du pouvoir

Il semble que le principe de l'affichage symbolique des différences se transforme en un exercice psychologique du pouvoir et l'autorité des hommes et femmes qui détiennent le pouvoir politique va être non seulement affichée, mais également dramatisée et mise en scène au travers d'une symbolique stéréotypée ou non. En fonction des sociétés, de la conjoncture historique, ces mises en scène ont été destinées à impressionner, rassurer, mystifier, terrifier, ou simplement berner les spectateurs. La mise en scène peut donc avoir une fonction heuristique, illustrant les différentes responsabilités du pouvoir aux yeux des sujets, promouvoir l' « *ethos* » de la personne publique ou au contraire jouer un rôle de désinformation analogue à celui de la propagande en insistant sur le « *pathos* ». Certaines mises en scène peuvent même être classées dans l'arsenal de propagande du pouvoir¹⁵.

Certaines mises en scène, notamment par exemple les Entrées (royales, impériales, pontificales, présidentielles) auront la vie longue. D'autres seront l'objet de modes passagères. L'apparition de nouvelles technologies (la gravure, l'imprimerie, la photographie, le cinéma, la télévision et plus récemment, internet) modifieront le degré de contrôle que les autorités possèdent sur leur image, tout en leur offrant de nouveaux moyens de se mettre en scène.

La mise en scène du pouvoir varie selon sa nature et l'image que le gouvernant cherche à donner de ses rapports avec les gouvernés. Le pouvoir monarchique magnifiera la figure du souverain, le pouvoir républicain veillera à respecter dans la forme sinon dans le fond, les aspirations égalitaires des citoyens. Le pouvoir peut donc jouer la carte de la proximité ou de la distance, descendre dans la rue où vivre au secret derrière les murs d'un palais, multiplier les apparitions ou les laisser délibérément rares.

Le problème de la légitimité du pouvoir va également influencer sa théâtralisation. Le pouvoir héréditaire n'a pas à se soucier de convaincre de sa légitimité, mais de la prouver, alors que les élus passent par une phase de persuasion (campagne électorale) au cours de laquelle ils doivent démontrer les qualités qui les rendent aptes à gouverner.

¹⁵ Synthétisé à partir des idées de BLOCH (M.), *Les rois thaumaturges*, Gallimard, 1924

2.2.2.- Typologie des monarques

Dans certaines sociétés, la mise en scène du pouvoir se fige dans des rituels. Le souverain hérite d'une tradition plus ou moins contraignante, des « *regalia* » et de rôles stéréotypés qu'il doit ou peut assumer lorsqu'il accède au pouvoir.

- Le *monarque-pontife suprême* : en Égypte par exemple, le pharaon, chef politique et religieux, se présente au public avec les attributs qui dramatisent ses fonctions et ses pouvoirs. Les statues monumentales insistent sur la différence de nature entre le roi et les hommes sur lesquels il règne, illustrant la légitimité quasi divine de son pouvoir.
- Le *monarque-chef de guerre* : les chefs de guerre sont présentés comme des héros dans le feu de l'action ou des triomphateurs, par exemple dans les *Triumphes* romains. Lorsqu'Alexandre le Grand prend le costume des Perses qu'il vient de vaincre, ses soldats critiquent ouvertement le caractère *efféminé* du costume Perse, indigne selon eux du rôle viril que doit jouer le chef guerrier des Grecs. La statuaire montre volontiers le héros à cheval (statue équestre) et ce jusqu'à une date tardive, même si les souverains ne participent plus activement aux batailles.
- Le *monarque-juge ou sage* : le prototype en est Salomon, le contre-exemple Midas et ses oreilles d'âne dans les multiples représentations de la calomnie d'Apelle. L'histoire française garde de saint Louis l'image du sage rendant la justice sous un chêne. Le rituel du lit de justice perpétue cet aspect de la fonction royale.
- Le *roi thaumaturge* : le monarque de droit divin doit sans cesse faire la preuve de sa légitimité en imposant les mains sur des malades qu'il est censé guérir par ce simple contact. On peut y voir une forme d'ordalie. Mais visiter les malades est aussi un des devoirs de la Charité. On retrouve ce stéréotype dans un tableau de 1802, Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa commandé par l'empereur à Antoine-Jean Gros.

- Le monarque *père de ses sujets* : l'apparition publique du souverain peut être destinée à rassurer les sujets; c'est ainsi que Charles IX, à l'instigation de Catherine de Médicis, entreprend Le grand tour de France (1564-1566), ponctué de fêtes, de cérémonies et d'entrées royales. La personne du roi et de son entourage incarne l'autorité bienveillante qui met fin aux querelles et ramène la paix.

2.3.- Perspective monographique de l'Ankarana

IMAGE 2 : PROVINCE D'ANTSIRANANA



Source : Book Guide, La Carambole

L'*Ankaraña* se trouve dans le District d'*Ambilobe*, Région de *DIANA*, circonscription administrative d'*Antsiranana*. Il se situe à 80km d'*Antsiranana* et à 30km d'*Ambilobe*. Le massif de l'*Ankaraña* est constitué d'un relief karstique dont la surface est recouverte à plusieurs endroits de *Tsingy* ou *Haraña*, il s'étend sur un peu plus de 20km sur la côte Ouest. Outre cette « cathédrale » naturelle, l'érosion aquatique souterraine a provoqué la création de plus d'une centaine de grottes où se réfugièrent les rois et les populations des *Antankaraña* lors de différents conflits interethniques. Certaines d'entre elles abritent encore des tombes royales, et le massif est toujours l'objet de nombreuses cérémonies et *fady* ou interdits. On y recense un réseau souterrain complexe, s'étendant sur près de 120 km.

Le royaume des *Antankaraña* s'étendait des îles *Mitsio* à la rivière de *Bemarivo* à *Sambava*, en passant par le cap d'Ambre, jusqu'à *Nosy Faly* à *Ambanja*. Aux XIX^e siècle, lorsque le roi merina *Radama I* tenta de conquérir le Nord de l'île, les rois locaux et une partie de la population se réfugièrent dans les grottes du massif. D'où la présence de tombes royales sacrées, où se déroulent encore d'importantes cérémonies et où de nombreux *fady* gardent une très grande vigueur. Ainsi, aujourd'hui, les Merina n'y ont pas toujours d'accès en raison de la guerre de *Radama I*.

A l'extrême Nord, d'*Ambilobe* à *Ambatoharaña*, les *Antankaraña* ou ceux qui peuplent la montagne rocheuse sont établis dans le massif de l'*ankaraña*, dans la région d'*Antsiranana*. Ayant subi de nombreuses invasions et colonisations, ce peuple est aujourd'hui très métissé et constitué de peu d'individus.

La communauté *antankaraña* fait partie de la dynastie sakalava, mais les *Antankaraña* sont des *Zafinifotsy* et les restes sont des *Zafinimena*. Elle est née de la guerre intestinale menée par leur confrère *Zafinimena*. Leur appellation est due à la localité où ils vivent.

Ils ont un roi régnant, *Tsimiamboholahy* Issa Alexandre, de 1982 à nos jours, c'est le 11^{ème} roi *antankaraña*. Il est leur chef suprême et il est le garant de la prospérité de son peuple et de la cohésion sociale. Le *Tsangantsaiñy* est un moyen de légitimer son pouvoir. Le sacré et le pouvoir sont étroitement liés.

Le rituel du *Tsangantsaiñy* ne comptait que deux phases auparavant, la coupe des arbres du mât et l'érection. Mais depuis la menace d'intégration de la monarchie *antankaraña* dans le royaume merina, la conquête qu'a fait le roi *Radama I*, pendant le règne de *Tsimiaro I*, les lieux de repli de la communauté *antankaraña* durant cette période éprouvant ont constitué de nouvelles phases de ce rituel. Actuellement il comporte quatre phases : d'abord le pèlerinage à *Nosy Mitsio* puis la visite dans les grottes sacrées de *l'Ankaraña*, ensuite la coupe des bois à *Añalamahaveloño* et enfin l'érection à *Ambatoharañana*.

Le *Tsangantsaiñy* symbolise la royauté *antankaraña* et sa fondation est due à la clairvoyance de la magicienne *Tsimatahodrafy*. Il constitue l'identité culturelle des *Antankaraña*.

Ce rituel est considéré comme un phénomène social total, car il comporte les dimensions religieuses, culturelles, sociales, politiques et économiques. Il semble opportun d'affirmer la nécessité d'actualisation permanente du *Tsangantsaiñy* car le phénomène social change de temps en temps. Nous vivons actuellement l'interculturalité dans le contexte de la mondialisation/ globalisation ou planétarisation pour les autres. En suite le *Tsangantsaiñy* est un phénomène d'alter mondialisation du fait qu'il est contre la culture universelle qui est vulgarisée par ce courant de pensée.

**DEUXIEME PARTIE : EMERGENCE DES CONFLITS
ROYAUX ANTANKARAÑA**

Sur une population totale de 17 730 289 de Malgaches, 13 368 638 vivent en milieu rural. Au niveau du secteur agricole, selon une étude menée en 2005, environ 73,3% des ménages constituent des petits exploitants (exploitant moins de 1,5Ha). Les grands exploitants (exploitant plus de 4 Ha) ne représentent que 4,5% des ménages agricoles.

Côté genre, la proportion entre le nombre d'hommes et de femmes s'avère somme toute assez équilibrée avec quelque 8 819 741 représentants de la gent masculine et 8 910 548 descendantes d'Eve. Sur la base d'une tranche d'âge de la population active allant de 15 à 64 ans, l'étude de 2005 fait état d'un taux d'activité de 88%. Ce qui équivaut à un taux de chômage considérablement bas, évalué à 2,6%¹⁶.

Devant ces perspectives de vie de chaque malgache, les données culturelles et la biodiversité servent à assurer la survie de chaque communauté. Dans ce cadre, il existe des éléments qui touchent les descendance, ou plus précisément le lignage, qui comporte une grande importance, dans la communauté *Antankaraña*.

BALANDIER s'interroge sur « *les relations entre parenté et pouvoir* »¹⁷. Il a donné l'idée d'examiner l'organisation politique par l'angle de la parenté. Le mode de descendance peut alors conditionner la citoyenneté. L'auteur rentre dans des explications sur les mécanismes des systèmes de lignage et segmentaires. Il en ressort que la parenté est une ressource possible dans les jeux de compétitions. La capitalisation d'épouses, la descendance et les alliances sont des moyens de renforcer ou de maintenir du pouvoir.

A la suite de ces idées, nous avons pensé qu'il est opportun d'explorer ces éléments, pour des visées comparatives, avec les théories de ce socio anthropologue.

¹⁶ Informations recueillies sur www.malango_actualite.com/article-Madagascar_lapopulation_rurale_atteint_plus_de_13_millions_de_personnes

¹⁷ BALANDIER (G.), *Anthropologie Politique*, Paris, P.U.F., 1967

Chapitre 3 : SYNCRETISME ANTANKARAÑA ET DYNAMIQUE POPULAIRE

Le syncrétisme auquel nous faisons allusion concerne en premier lieu la démarche doctrinale philosophique, constituée d'emprunts de philosophies ou religieux divers, organisés pour former un tout cohérent, ou plus précisément un syncrétisme spirituel aux références mythiques variées.

La psychologie *Antankaraña* se prête bien à une telle définition, dans la mesure où les mélanges culturels sont à la base de la structuration de cette communauté, comme nous l'avons vu au cours de la première partie. Mais ce syncrétisme peut aussi être considéré comme l'attitude d'appréhender un ensemble considéré dans sa globalité.

Considérons l'idée de légitimité pour elle-même et analysons les divers éléments qui entrent nécessairement dans sa composition. On peut y reconnaître principalement:

- 1) la justification du respect dû au pouvoir ;
- 2) la conformité à une certaine règle.

La question se pose alors, du point de vue de l'intérêt des citoyens: comment fait-on accepter un pouvoir ? Le problème est déporté du terrain de la légalité vers celui de l'idéologie. On préfère alors distinguer entre plusieurs types de légitimité. WEBER est ici le plus éclairant¹⁸. Selon lui il y en aurait trois grands types :

1) La légitimité charismatique, est le plus souvent le fait des dictatures. Ce principe relève de la fascination pour ceux qui apparaissent comme des pères de la nation.

2) La légitimité traditionnelle sur laquelle repose, de façon paradigmatique, la transmission du pouvoir des rois.

¹⁸ WEBER (M.),

3) La légitimité rationnelle fondée sur le droit. L'autorité est donnée au nom d'une règle impersonnelle si bien que la source du pouvoir est le droit lui-même.

3.1.- Bases socioéconomiques du syncrétisme

3.1.1- Considérations sur la religion

D'une manière générale, la religion forme un ensemble indivisible, formé d'un système complexe, d'imaginaire, de mythes, de dogmes, de rites et de cérémonies. Il en résulte deux catégories de phénomène religieux : croyances et rites.

Les croyances sont un mode et un système de représentation collective. Elles constituent une adhésion de tout homme à une idée ou un objet, à une puissance, à un divin sur lesquelles se construisent les représentations. En quelque sorte, c'est à la fois un état de sentiment (émotion) et un acte de volonté (action).

On parle de culte lorsque divers rites s'articulent entre eux et avec des croyances. En un sens large, un culte est constitué par l'ensemble des marques de soumission et de déférence à l'égard d'un pouvoir sacralisé que l'on honore. En un sens restreint, il désigne les cérémonies et rites destinés à rendre hommage à des être sacrés (dieux, ancêtre) ou à des objets (idoles, reliques) dont la puissance est sensée émaner de leur relation avec une entité surnaturelle ou avec la personne à laquelle ils se rapportent sous le terme de « culte populaire », phénomène très étudié par les folkloristes. On classe des pratiques dites parfois superstitieuses, en marge de religion instituées et souvent tolérées par elles, comme la vénération des images pieuses, des animaux amis des saints, des témoins symboliques de puissance sacrées : feu, source, rocher, soleil, montagne,

Le rite d'inspiration religieuse, désigne initialement un ensemble d'acte répétitifs et codifiés, souvent solennels, d'ordre verbal, gestuel et postural à forte charge symbolique, fondés sur la croyance en la force agissante d'être ou de puissances sacrées, avec lesquels l'homme tente de communiquer, en vue d'obtenir un effet déterminé.

Par extension, il désigne toute conduite stéréotypée, répétitive et compulsive (rite de séduction chez l'animal, des soumissions, de marquage d'un territoire) Il

comporte des séquences d'actions, des jeux de rôles, des formes de communication, des moyens réels et symbolique ordonnés à des valeurs décisives que la communauté cherche à traduire par des comportements adéquats.

Les rites constituent un mode d'action ; ils signifient une classification des choses réelles ou idéales. Ici, la classification est toujours dichotomique entre le sacré et le profane.

3.1.2.- Le culte des ancêtres

Le culte des ancêtres qui est encore vivace chez les *antankaraña* prend son origine dans le culte des aînés. Les vieux ou les *Ray aman – dReny* ont leurs places spécifique dans la société et ils sont *masin – teny* (littéralement avoir la parole sainte) ou crédibles. Ceux qui sont de race noble font partie du conseil royal. Quant au roi, il détient la sainteté, il a surtout le pouvoir religieux. Il peut donner une bénédiction, ou une malédiction, ou une prédiction.

Le Roi est intermédiaire entre les ancêtres et son peuple, lui seul peut leur demander nommément leur protection dans les cérémonies royales. Il est ainsi le protecteur et garant de la prospérité des *Antankaraña*. Il est considéré comme un dieu et sans permission de ce dernier, le peuple croit qu'un malheur va se produire ou l'activité en question ne sera pas prospère. Les *Antankaraña* nobles, avant toutes les grandes activités qu'ils vont entreprendre (mariage, voyage, *savatra*, concours,...), ils demandent toujours la permission et la bénédiction du roi. Il est parfois interdit de précéder les cérémonies du peuple à celles du roi. Par exemple lorsqu'une famille va organiser un coup de cheveux de leur enfant, alors que cette même année il va y avoir un *Tsangantsaiñy*, il faut attendre que ce dernier soit bel et bien achevé. Les politiciens *antankaraña* et les investisseurs nationaux ou internationaux également ne font pas exception à cette tradition, et même ceux qui se sont déjà convertis aux religions modernes.

3.1.3.- Structuration de la pauvreté

Nos analyses qui vont suivre vont donner une part plus large sur l'exploration des réalités sur le terrain et une présentation de la vérification de nos hypothèses. Pour l'heure, nous disons que le développement du « non développement » est le caractère essentiel de ce qui se fait dans notre pays. La dynamique qui se situe entre le légal et l'effectif tend à faire en sorte que toutes tentatives de recadrage des politiques économiques tendent à s'annihiler dans des considérations, soient utopiques, soient démagogiques.

Selon TRAORE (B.), « *Une raison pour laquelle il existe un phénomène tel que l'activité économique, c'est bien entendu que les êtres humains ont besoin de manger, de s'habiller et ainsi de suite. La fin sociale ou raison d'être de la production consiste à fournir des moyens propres à satisfaire ces besoins* »¹⁹. Actuellement, le chemin de la réussite des activités économiques est de le rendre dynamique par rapport aux précédents. Et celle-ci est capable de mettre en œuvre une situation de non lieu de la quotidienneté de la vie sociale et communautaire actuelle. Cette redynamisation doit toucher tous les secteurs porteurs des capitaux, dans le milieu environnant. La capitalisation de ces secteurs porteurs subsiste pour l'avenir des moyens de productions. L'existence des dynamiques intra et inter sectorielles de l'économie face aux divers activités économiques, mobilise des investissements prépondérants.

Lorsqu'on parle des activités économiques, en allant de l'amont jusqu'à la base, on rencontre l'hégémonisme des groupes et familles qui monopolisent tous les secteurs porteurs. Or, les principales activités locales sont fondées sur les produits de rente, préparations, collectes, commerces, exportations, cabotages, etc., et surtout, de l'agriculture.

En effet, une étude approfondie, en allant de l'amont jusqu'à la base, on rencontre que la bourgeoisie locale et la bourgeoisie dite de « Comprador » ne font qu'un dans leurs travaux d'exploitation. Cette unité de l'économie locale du district

¹⁹ TRAORE (B.), *Intégration économique de la paysannerie en Afrique Subsaharienne*, éditions Point De Vue, l'Harmattan, 1989

oriente les fruits des ressources dans un sens unilatéral, si bien que la prédominance économique existe. Selon GURVITCH (G)²⁰ « *la conception d'Emile DURKHEIM affirmant la spécificité de la réalité sociale et son irréductibilité à toute autre réalité, apparaît dans toute son importance, si on la conforte avec les diverses théories du « facteur prédominant », auxquelles elles s'opposent* ». La présentation de la réalité à travers les manifestations des « acquis et des non-dits ».

3.2.- Domination des capitaux

Si on ne parle que de l'économie nationale de Madagascar, la présence des capitaux fortement dominés par des investisseurs étrangers ont été remarqués de l'indépendance à nos jours. Souvent, ces capitaux sont utilisés par la bourgeoisie locale, formée par des nationaux et des étrangers. Ils forment les géants de l'activité économique régionale et locale du district. La balise économique instaurée par ces Bourgeoisies des compradores paralyse en plusieurs dimensions les secteurs existants.

La ponctualité de ces capitaux locaux dans la scène socio-économique nationale, régionale et locale est un atout pour les producteurs. Dans le cas d'Antalaha, on rencontre à plusieurs reprises la domination de ces capitaux qui favorise des investissements dans l'importation et surtout dans l'exportation des produits de rente, tels que la vanille, le café, le girofle, etc.

3.2.1.- La prééminence des exploitants

L'activité locale et régionale tourne autour de l'exploitant, car toutes sortes d'activités demandent des exploitants directs ou indirects. Cette exploitation commence par la culture des rentes, tels que la vanille, le café, le girofle, le poivre, et le bois...

Mais la plupart des exploitants tournent autour des activités de rente, comme la vanille, car ils ont une relation d'interdépendance. Ces exploitants sont des principales ressources économiques du district, car tout activités économiques de la population locale en dépendent et sans avoir oublié la caisse de l'Etat qui les attendent aux ristournes et taxes, impôts divers.

²⁰ GURVITCH (G.), *la vocation de la sociologie*, Tome I,

Dans l'intégration économique de la paysannerie en Afrique Subsaharienne, BAKARY Traore dit que : « *Le développement socio-économique est donc le processus par laquelle une collectivité humaine en croissance complexe s'auto entretiennent en préservant son environnement naturel.* »

3.2.2.- implications culturelles du tourisme

Les tendances se sont accentuées, sans alternatives, dans le sens d'une pression accrue sur les ressources naturelles locales, que ce soit à des fins alimentaires ou à des fins énergétiques, ainsi que sur les ressources en eau. Les identités culturelles, renforcées, constituent un obstacle à l'innovation. La présence des *Ala fady* : c'est à dire « aires protégées » et des lieux sacré comme la réserve de *l'Ankaraña* insiste encore plus au respect de la tradition. Elles entraînent des crispations identitaires, des dérives politiques et de la xénophobie.

Au mieux, l'identité culturelle est valorisée sous la forme d'un « *tourisme spectacle* ». La globalisation et l'ouverture au monde des marchés entraînent la marginalisation des ruraux. La « *main invisible* » du marché ne résout pas la question de la pauvreté. A côté du développement touristique, il y a l'apparition de nouvelle valeur au sein de la société, c'est le « *culte de l'argent* » et cela avec la cherté de la vie favorise facilement le développement d'exploitation sexuelle.

3.3.3.- Le mercantilisme touristique

Initialement uniquement rattaché aux loisirs (avec la connotation péjorative d'un voyage fait à la va-vite) et à la santé (voyage au soleil pour fuir le mauvais temps), le tourisme englobe désormais également l'ensemble des activités économiques auxquelles la personne fait appel lors d'un déplacement inhabituel (transport, hôtel, restaurant etc.). Il peut s'agir, par exemple d'un voyage d'affaire (on parle alors de « *tourisme d'affaire* »), d'un pèlerinage religieux (« *tourisme religieux* ») ou d'aller se faire soigner dans un autre pays que celui où l'on réside, on parle alors de « *tourisme médical* ».

Le touriste s'intéresse généralement à la culture ou cette pratique a été longtemps l'apanage des gens fortunés qui pouvaient se permettre de voyager en touristes, pour voir des constructions remarquables, des œuvres d'art ou goûter d'autres

cuisines. Le tourisme a donné naissance à une véritable industrie lorsque les classes moyennes des pays occidentaux (Europe et Amérique du Nord) ont pu commencer à voyager. C'est l'amélioration générale du niveau de vie qui a permis aux gens de se consacrer d'avantage à leurs loisirs, et notamment au tourisme, sans oublier les progrès considérables en matières de transport (transport maritime, ferroviaires mais surtout aérien).

Il s'avère important d'étudier le marché du tourisme et les besoins des touristes. Pour cela, nous allons voir du côté de la demande : les consommateurs (touristes), ensuite du côté de l'offre : les promoteurs.

3.4.- Tsangantsainy et légitimité du pouvoir royal

Le *Tsangantsainy* est la plus grande fête *Antankaraña* , elle consiste à manifester son attachement à ses traditions et surtout à son roi.

Le *Tsangantsainy* qui veut dire l'érection d'un mât est aussi, une occasion de rappeler les valeurs essentielles des *Antankaraña* et de fortifier leur unité historique. Cette fête collective *Antankaraña* est animée par de la danse appelée : *mañimpa* , la danse du bâton, des chants folkloriques ,et , est accompagnée de prières et de la sacrifice. Partout, les boissons alcooliques coulent à flots.

Le *Tsangantsainy* est une fête traditionnelle très impressionnante, cette fête a tendance à prendre un caractère folklorique pour mieux séduire un public de touristes.

3.4.1.- L'écotourisme comme activité phare

Le tourisme est une activité socio-économique majeure à l'échelle mondiale, tant pour les pays en développement que pour les pays industrialisés. L'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) soutient que le tourisme est l'industrie qui présente la plus forte croissance. De plus, elle estime que le tourisme international et le tourisme domestique représentant près de 8% du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial et génère quelques 100 Millions d'emplois qui croissent une fois et demi plus rapidement que dans tout autre secteur industriel. Il s'avère que l'industrie touristique est appelée à

jouer le rôle de « locomotive » du développement économique d'un pays notamment, en créant de la richesse par les divers investissements des emplois, et en contribuant aux entrées fiscales de l'Etat.

3.4.2.- Absence de participation populaire

La création d'un groupement présente des aspects positifs considérables en matière de développement. Pour les paysans toute sorte d'association doit être dotée d'une force qui, permet d'affronter les intervenants extérieurs. Elle est aussi créée pour pouvoir travailler plus vite, faire ensemble des travaux qu'un individu isolé ne pourrait pas réaliser, acquérir des matériaux qui échappent au pouvoir d'achat d'un individu isolé, c'est enfin pour trouver une solution à certains problèmes qui touchent l'ensemble de la collectivité.

Pour les responsables de développement rural : Le groupement allège les tâches de l'assistance technique par société d'encadrement, limite les risques pris par ces derniers, surtout en matière de crédits. Bref, c'est pour obtenir la modernisation rapide de l'agriculture de l'intensification de la production.

Les syndicats des cultivateurs ne sont pas influents. Les gens ignorent les avantages qu'ils peuvent en tirer. D'ailleurs les associations dites paysannes n'ont comme membre que des notables locaux. Les vrais éléments pauvres n'ont jamais été compris, considérés comme membre. Ces derniers ne sont que la masse silencieuse des Assemblées Générales du *Fokonolona*.

Toute association n'est pas mauvaise en soi c'est un profit pour les individus et les localités touchées, ce sont les finalités politico -Idéologiques que nous avons à remettre en question dans la mesure où la prolifération des Association à Madagascar est devenu une sorte de paravent Idéologique qui nous cache les vrais problèmes. Il faut plutôt développer les pourcentages de production que les associations.

3.4.3.- Dynamique de pauvreté

On peut dire qu'une chose est raisonnable lorsqu'elle est faite avec de bon sens et de bon raisonnement, d'après la vision individualiste de WEBER²¹, un individu agit toujours de façon rationnelle. Il a sa raison à lui qui peut ne pas être accessible à une interprétation scientifique. Cette sociologie vise plus tôt à « comprendre » les conduites qu'à les « expliquer », elle prend en compte l'intention de l'acteur et surtout le « SENS » de l'action.

Socialement donc les dépenses sont toutes rationnelles. Durant leur séjour sur terre les gens du Sud de Madagascar « accumulent » des bœufs. On peut dire que c'est leur principal objectif, leur « raison d'existence ». Les bœufs donnent du « sens » à leur vie. Lors d'une cérémonie funéraire on tue tous les bœufs de la personne décédée, on dépense toute sa richesse. Cette dernière meurt avec sa propriétaire. Durant la vie donc, ils ne font que préparer la mort.

C'est une rationalité mais une rationalité subjective. Chacun à sa logique, c'est d'ailleurs la « loi de l'organisation sociale ».

Ce qui nous intéresse c'est la dimension économique du terme. Rationalité fait penser au capitalisme : travailler plus, consommer moins pour pouvoir accumuler. Le but c'est de faire le maximum de profit et dont le moyen est l'organisation rationnelle du travail. Une action est irrationnelle lorsqu'elle est incompatible avec la notion de rentabilité, de coût, d'efficacité.

3.5.- Le domaine du travail

D'après FRIEDMAN²², « *Le travail est un commun dénominateur et une condition de toute vie humaine* ». Cette affirmation souligne la place que cette activité a dans la société.

Aucune collectivité ne peut survivre sans spécialiser les tâches entre ses membres et sans socialiser ces derniers afin de les intégrer dans la division du travail. La division du travail est une question de survie. La division du travail est traditionnelle : les tâches qui nécessitent une force physique comme la préparation de

²¹ www.madanight.com

²² FRIEDMANN (G), *Le travail en miettes*, Idées, Paris 1964 ; « *Où va le travail humain* », Gallimard, 1973

terrains à cultiver appartient aux hommes. Les femmes s'occupent surtout des activités ménagères, de la scolarisation des enfants ;

En matière agricole, elles sont principalement responsables des travaux de semis des pépinières, de repiquage, de récolte et battage du riz et de la fécondation de la vanille. La rentabilisation du temps de travail est insuffisante et parfois inexistante. Habituellement le mardi, le jeudi, le dimanche, sont des jours de repos conçus à la gestion du social ; à la visite des membres de la famille pour garder le « *fihavanana* », s'occuper du « *fiarahamonina* » ; on ne travaille donc que quatre fois par semaine.

D'après l'enquête que nous avons effectuée les 90% des paysans restent les bras croisés durant la période de soudure. Ils ne font que dépenser ce qu'ils ont en main. Ils ne vivent que de l'argent tiré de la période de récolte. C'est sur la culture de rente plus précisément les cultures de vanille que se base l'économie d'Antalaha., une économie instable car la récolte ne se fait qu'une seule fois par ans et avec une forte vulnérabilité en matière de cyclone.

3.6.- Le budget des ménages

Le budget de la majorité, soit 90% et plus des enquêtés, est annuellement déficitaire. Les dépenses des ménages excèdent leur revenu disponible. Ceci est dû à la non diversification des activités rémunératrice et à des dépenses « ostentatoire ». L'argent tiré de la culture de vanille va être divisé sur douze mois. Elle est loin d'être suffisant car ne dure qu'environ 7 mois au maximum.

Les paysans trouvent une difficulté dans la gestion de leur budget. D'après les informations recueillies c'est la nourriture qui pose plus de problème. La production rizicole des paysans ne peut garantir un an, malgré le climat, la pédologie du sol, les potentialités de la région en matière vivrière. Cependant il est plutôt question ici de bien savoir qu'est ce qu'on doit faire de l'argent obtenue.

A partir de l'année 2001, on a pu constater un accroissement des bâtiments construits en dur. Mais on a aussi remarqué la croissance de l'effectif des automobiles dans les communes. Pas mal de gens habitant une maison en « *falafa* » complètement usée osent acheter une voiture au lieu de bâtir une maison. Ces voitures ne vont circuler que durant la période de récolte et vont être rangées en période de soudure.

Chapitre 4 : POLITISATION DU POUVOIR ROYAL

L'anthropologie a montré que des acteurs peuvent avoir des fonctions politiques multiples selon les situations. De plus, le pouvoir est reconnu dans toutes les sociétés humaines. Et, il n'existe aucune société où les règles sont automatiquement respectées sans l'intervention d'un pouvoir politique.

Les fonctions et les relations politiques ne sont pas unies des formes univoques et simples. Chaque société impose son modèle avec ses variables.

Ce pouvoir peut prendre alors la forme de rituels, de cérémonies car il reste fondamentalement coercitif. Il y a une nécessité interne et externe du pouvoir, car une menace extérieure au groupe provoque un renforcement des symboles d'unité du groupe. Le pouvoir implique une dissymétrie au sein des rapports sociaux en renforçant des inégalités de statut. Le pouvoir n'est jamais totalement désacralisé. Enfin, ce dernier en étant une nécessité inhérente à toute vie en société apparaît d'autant plus comme une contrainte lorsqu'il recèle en lui une parcelle de sacré. Il requiert du consentement, de la légitimation.

BALANDIER a dit que « *les sociétés sans gouvernement unitaire emploient les différences de potentiel qui réalisent les inégalités d'ordre généalogique. Elles font du déséquilibre et de l'affrontement un agent producteur de cohésion sociale et d'ordre* »²³. La politique devient un instrument.

La politique diffuse se révèle plus par les situations que par les institutions politiques. Les prises de décisions, les conflits individuels imposent l'existence de médiateurs, de détenteurs d'un certain pouvoir. La dialectique de la contestation et de la conformité du pouvoir revendiqué et du pouvoir accepté s'exprime le plus souvent dans le langage de la sorcellerie. Les détenteurs du pouvoir peuvent faire appel aux sorciers pour assurer leur influence. La magie est un instrument du pouvoir dans certains cas de figures. De même, les échanges commerciaux, les dons sont aussi un moyen d'augmenter un potentiel de pouvoir.

²³ BALANDIER (G.), *Anthropologie Politique*, Paris, P.U.F., 1967

4.1.- Instrumentalisation du pouvoir royal

4.1.1.- Défaillance de la scolarisation

Actuellement, l'investissement au niveau de la scolarité répond à un droit de l'individu car chaque gouvernement doit scolariser ses enfants pour donner à ceux –ci une chance d'utiliser sa capacité intellectuelle.

Cependant, l'économie n'est pas toujours capable d'utiliser les produits de l'éducation (fait négatif) .Il se peut que l'individu formé soit incapable d'absorber les produits de l'enseignement mais il n'est jamais un déchet au niveau de la société.

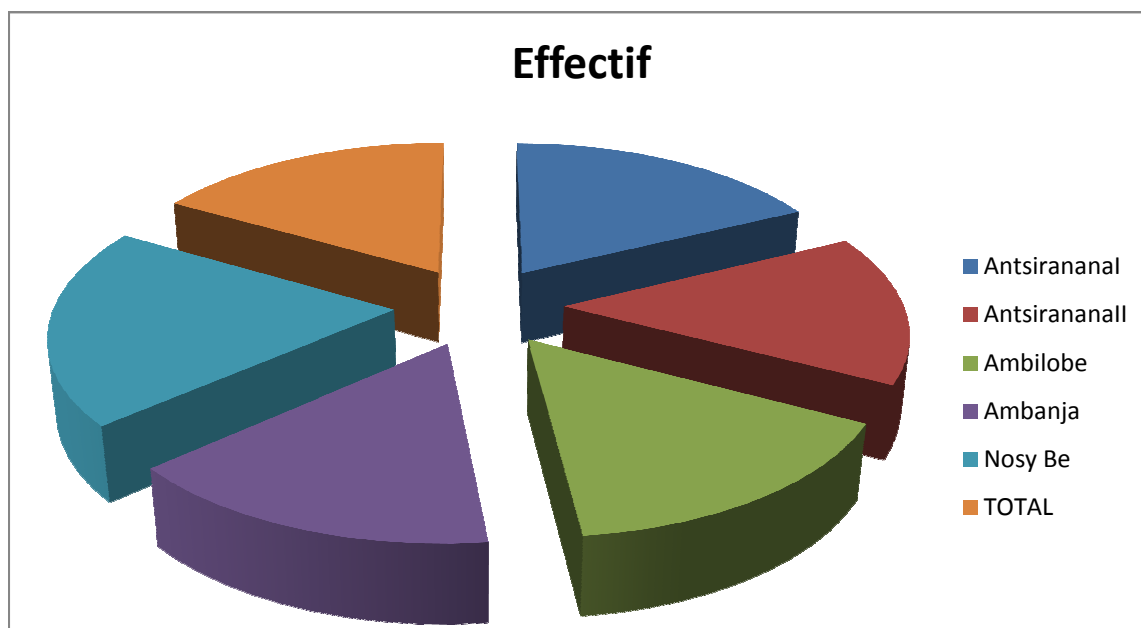
L'éducation ne doit pas se limiter au niveau des enfants .Il faut aussi donner aux adultes, aux personnes âgées, des notions de civisme, de gestion, d'économie. Surtout les élites politiques doivent être spécialement formées.

TABLEAU 3 : EFFECTIF DES CHEFS DE MENAGE SCOLARISES

Districts	Nombre ménages	% ayant fréquenté l'école
Antsiranana I	15 055	61, 50
Antsiranana II	14 968	51,96
Ambilobe	28 405	53,68
Ambanja	25 912	52,98
Nosy-Be	7 802	68,78
Ensemble Région	92 142	57,78

Source : PRD DIANA, 2005

GRAPHE 2 : EFFECTIF DES CHEFS DE MENAGE SCOLARISES



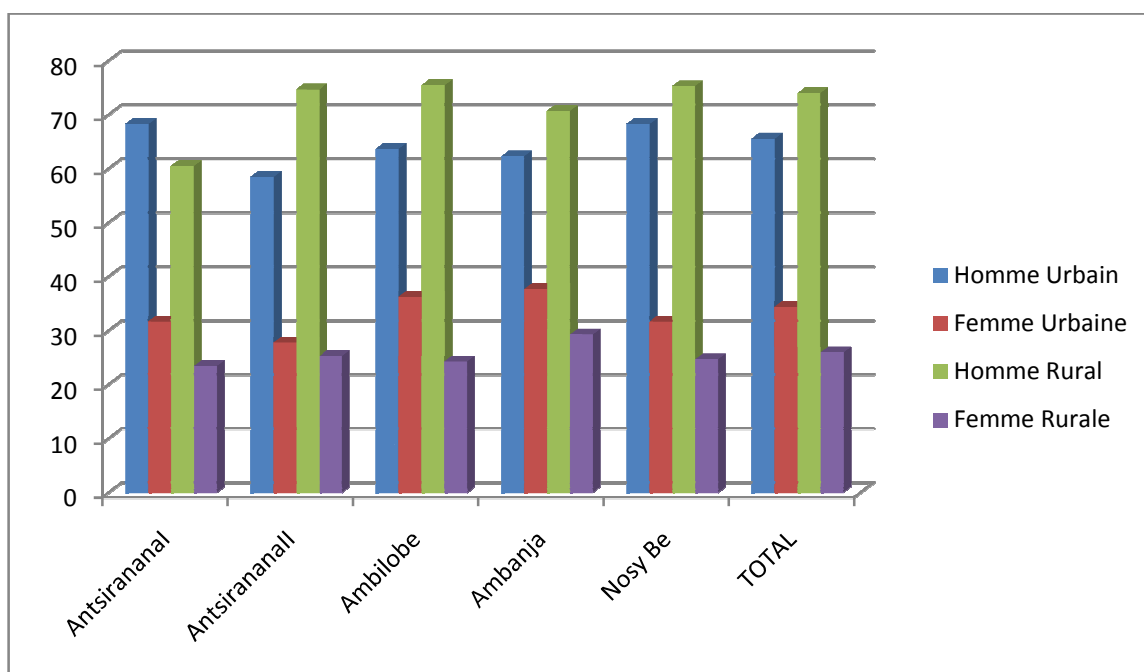
Dans l'ensemble de la région, 58% des chefs de ménages ont fréquenté l'école. Nosy Be et Diego Suarez en enregistrent un taux beaucoup plus élevé, ce qui est évident pour des zones urbanisées dotées des infrastructures socio-économiques importantes. Pour les trois Districts d'Ambilobe, Antsiranana II, et d'Ambanja à peu près 50 % des chefs de ménage de ces Districts n'ont jamais été à l'école.

TABEAU 4 : SEXE DES CHEFS DE MENAGE

Districts	Milieu Urbain		Milieu Rural	
	Hommes (%)	Femmes (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Antsiranana I	68,3	31,7	-	-
Antsiranana II	-	-	74,7	25,3
Ambilobe	63,7	36,3	75,5	24,3
Ambanja	62,3	37,7	70,7	29,3
Nosy-Be	68,3	31,7	75,3	24,7
Ensemble région	65,6	34,4	74	26

Source : PRD DIANA, 2005

GRAPHE 3 : SEXE DES CHEFS DE MENAGE



Dans la société Antakarana où la polygamie reste courante, les femmes tiennent un rôle majeur au sein du foyer familial. Le nombre des femmes chefs de ménage est important dans la Région, de l'ordre de 35%. Même dans le milieu rural, les chefs de ménage femmes représentent le 1/4 des chefs de ménage totaux.

4.1.2.- La dynamique ancestrale

Si la diversité des sociétés cohabitant sur le sol malgache reste grande, il demeure que tous ces groupes sont englobés dans une matrice culturelle commune, traditionnellement caractérisée par une conception holiste et hiérarchique de la société, ainsi que par une référence aux ancêtres géniteurs et créateurs de patrimoine, par là même pourvoyeurs uniques d'identité. Voilà bien la difficulté analytique de la trajectoire de l'État malgache postcolonial : si nous posons en première hypothèse qu'elle est déterminée par une opposition idéologique entre le modèle occidental de la citoyenneté, individualiste et contractuel, et celui de l'englobement hiérarchique des groupements d'ancestralité à l'intérieur de la totalité sociale, il demeure que les sociétés incluses dans l'Etat-Nation postcolonial à Madagascar ne sont nullement immobiles ; elles connaissent à la fois le déclin de certains pouvoirs traditionnels localisés et le cheminement significatif de représentations et de procédures politiques nationales modernes, en relation avec la mise en place d'une bureaucratie, la création de ressources politiques nouvelles telles que les mandats électifs et les postes ministériels, l'accélération de l'urbanisation depuis les années 60.

Il existe à Madagascar une diversité extrême des termes de parenté. Ces variations lexicales recouvrent en partie une diversité des règles de parenté, exprimée par l'opposition entre des sociétés que nous appellerons respectivement lignagères ou patrimoniales.

Interdites par les constitutions successives de l'État postcolonial, les discriminations fondées sur la naissance demeurent opératoires en milieu rural (et de façon plus complexe, en milieu urbain). Lorsqu'elles étaient territorialisées, ces inégalités statutaires pouvaient, dans les cas extrêmes correspondant aux royaumes des hautes terres ou de la côte est, construire un système régional d'inégalités. Notre enquête atteste la permanence d'une véritable cascade d'inégalités statutaires. L'échantillon se conforme en cela au modèle relationnel défini par DUMONT (L)²⁴ dans son célèbre *Homo hierarchicus*, à partir d'une analyse de la société de castes en Inde. Les castes en tant que telles n'existent pas à Madagascar, mais on y trouve une application du principe de l'inégalité à la naissance, liée au statut héréditaire de

²⁴ DUMONT (L), *Homo hierarchicus*, Paris, Gallimard, 1966

l'ancestralité de chacun. DUMONT montre bien qu'une société qui récuse le principe même de l'égalité sociale ne place jamais deux individus concrètement au même niveau. Tout est affaire de dosage entre les statuts respectifs et les interactions circonstancielles, d'où une complexité des relations sociales pour l'étranger.

La distinction entre descendants de libres et de non libres demeure pertinente, à la fois comme source d'inégalité symbolique et matérielle et comme représentation structurant le champ politique malgache postcolonial. Bien que l'abolition de l'esclavage par les Français et l'interdiction officielle des discriminations ne soient pas restées sans effet sur un certain nombre de trajectoires familiales ou individuelles, notre enquête met en évidence une forte endogamie de condition : 70 % des personnes ayant déclaré leur « caste » se sont mariées dans la leur ; lorsqu'ils existent, les couples mixtes n'associent jamais les extrêmes.

4.1.3.- La dynamique de clientélisme politique

Dans une société tissée de préséances et dépourvue de contrat de citoyenneté incorporé (c'est-à-dire accepté comme une chose allant de soi) à l'échelle globale, le système électif ne se traduit guère par la sélection d'idéaux et de projets (si ce n'est pour quelques milliers d'individus), même dans le milieu urbain de la capitale. De deux choses l'une : soit l'élection équivaut à une transaction de l'ordre de l'échange / don entre un postulant et des quémandeurs arbitres de leur vote, soit elle fonctionne comme un pur rite d'institution, c'est-à-dire la mise en scène officielle de positions de pouvoir déjà acquises dans le champ social.

Pour autant, la composition de l'actuelle classe dirigeante en formation évoque moins la domination traditionnelle d'une oligarchie restreinte que la foire d'empoigne (*ady seza*) d'un ensemble de clientèles gérant la complexité actuelle des atouts de la légitimité, dans une société caractérisée non seulement par les inégalités statutaires susnommées, mais encore par un accès très restrictif au prestige de la culture occidentale et plus encore aux bienfaits de la consommation monétaire. Voilà, en quelque sorte, la quadrature du cercle de la version clientéliste postcolonial de l'Etat, tel qu'il se met en place à partir de la démocratisation des institutions consécutive à la loi-cadre du 23 juin 1956.

Depuis 1960, chacune des trois Républiques successives a fabriqué son système de prébendes directement connecté au pouvoir, produisant du même coup ses exclus et créant les conditions de son instabilité. Pour autant, il ne s'agit pas d'un système fermé, et ceci grâce à trois opérateurs d'élasticité sociale : le ralliement régulier d'une majorité des prébendiers au nouveau pouvoir, le refus partagé d'une véritable remise en cause des inégalités statutaires traditionnelles et, la figure récurrente de l'homme providentiel dans tous les moments critiques de l'histoire politique malgache.

Le registre de l'échange clientéliste pur et simple traverse toutes les péripéties de l'histoire récente de Madagascar, de telle sorte qu'invariablement, une partie du personnel politique précédent se rallie (des membres du PSD à la fin de la Première République, c'est toujours vrai de nos jours dans la passation entre hab. et le TIM). Aujourd'hui encore, l'affaire des réservistes montre bien la force du donnant-donnant dans l'organisation des pouvoirs : là où le gouvernement campe sur les positions officielles de l'engagement militant en faveur de l'État de droit, les supplétifs démobilisés exigent une « prime de gratitude » dix fois supérieure au montant dicté par la simple liquidation de leur solde. Ajoutons enfin que les témoignages recueillis après les dernières élections législatives attestent le maintien de la pratique courante des gratifications distribuées aux électeurs : tee-shirts et *lambahoany* font ici figure non de gadgets, mais de vêtements, sans compter la distribution pure et simple de billets de banque.

4.2.- Acculturations et conflits

4.2.1.- Conflits de modernité et logiques de gouvernance

La modernité prépondérante actuelle, dans sa dimension idéologique, génère des conflits intra et inter traditions, intra et inter modernité, entre la tradition et la modernité. Il existe des interactions sociales à logique divergentes. Chaque entité a sa propre logique de gouvernance. Il s'agit alors de positionner de façon effective chaque initiative.

Le phénomène de mondialisation apparaît comme un épouvantail pour les populations rurales. Dans ces contextes, il existe des stratégies de reproduction sociale qui s'opèrent dans l'éducation scolaire, les données culturelles telles que les religions ou les traditions, etc. Bref, il s'agit pour chaque entité de jouer sur les atouts ou capitaux

qui leurs sont dus, de les faire fructifier et d'en faire une arme pour affronter la modernité. Ce qu'il en est c'est que les populations sont encore « archaïques » et ne parviennent pas encore à s'adapter aux mutations engendrées par les phénomènes de la mondialisation.

Les impératifs de la mondialisation génèrent des conséquences importantes aux seins des ménages, tant sur le point de vue de l'unicité que les moyens de production de la vie quotidienne (c'est-à-dire le travail). La section suivante va nous présenter une esquisse de la forme de pauvreté qui sévit à Madagascar. Pour l'heure, il nous faut nous contenter de dire que la responsabilisation de tout un chacun dans les affaires publiques constitue un des piliers pour faire face à l'hégémonie de la globalisation. Le monde rural se vide de sa population, poussée par les attraits de la ville et de la modernité. Ce déplacement est causé par l'insuffisance de la part prise dans la gestion des affaires de la communauté. Ce qui cause un enfermement qui se traduit par le départ vers d'« autres cieux plus cléments ». Chaque personne semble ne plus être responsable de sa destinée, à l'endroit où ils se trouvent. Cela provient du fait que la part de responsabilité qui devrait leur échoir ne leur est pas offerte. Une des manifestations d'une telle responsabilité est représentée par les processus électoraux, qui connaissent des difficultés majeures dans les pays du Sud. L'on parle alors de « propagandisme », « de clientélisme politique », ou encore de « trucage de vote ».

Ces phénomènes font que la participation de chaque personne dans les processus électoraux, qui est déterminant, dans le sens où elle définit la « politique » qui va influencer la destinée, ne représente qu'une forme de routine pour les élus, qui une fois à leur place ne font que se remplir les poches. Ils ne pensent même pas souvent aux prochaines échéances électorales.

4.2.2.- Prerogatives de la royauté

Le Roi exerce la justice dans les différends civils entre ses sujets. Le plaignant peut porter l'affaire d'abord devant un *Rangahy* local, puis devant un *Manantany*, puis en dernier appel devant le Roi. Il écoute la plainte, interroge les témoins, consulte le *Rangahy* ou le *Manantany* intéressé qui joue le rôle d'assesseurs. Dans les grosses affaires, surtout celles pouvant avoir des répercussions politiques, seuls les *Manantany* sont consultés.

Son Altesse Royal le Roi Issa TSIMIARO III de *l'Ankarana* est considéré comme le vrai roi actuel des *Antankaraña*, au Nord de Madagascar. Son royaume s'étend de la région de Diégo-Suarez au Nord, les régions *d'Andapa*, de *Sambava* et de *Vohémar* à l'Est, la région *d'Ambilobe* au Sud et le bord de mer et *Nosy Mitsio* à l'Ouest.

Ce roi est le descendant du Roi *Kozobe* qui a régné vers le début du 17ème siècle. De lignée royale de part son père et sa mère, il était né lors d'une réunion du Roi Ahmad 1er de Nosy Be, du Roi *Tsialana II* de *l'Ankarana*, du Roi *Tsiaraso II d'Ambanja*, du Roi *Miarana* de *Maromandia* et de la Reine *Soazara d'Analalava*. Il était *intrônisé* Roi de *l'Ankarana* en 1982 et il est toujours le roi très aimé de sa population jusqu'à nos jours.

Il s'est opposé à l'accaparement de terrains de son royaume par des étrangers sans scrupule qui voulaient le soudoyer, piller une partie de ses richesses et qui voulaient sa mort à cause de son refus. Mais il s'est opposé aussi à la construction d'une mosquée sur des terres sacrées de son royaume, par respect de la sacralité des lieux et des valeurs traditionnelles.

Suivant les traces de son père, le précédent roi qui a fait construire une grande usine de sucrerie (la SIRAMA) et une grande société pour la construction et la réparation de grands bateaux (la SECREN), ce roi a fait construire deux hôpitaux et deux écoles, mais il a aussi favorisé la construction d'hôtel de classe internationale à *Tsarabanjina*. Et entre autres, il a favorisé la protection de l'environnement dans son royaume, entre autres du Parc National de *l'Ankarana* avec le Prince Philippe, Duc d'Edimbourg. Parmi ses projets, il a l'ambition de créer une industrie pour l'aquaculture de crevettes, mais aussi la construction d'un grand palais royal.

4.2.3.- Dynamique électorale

Au sens de l'élection, il n'y existe qu'un faux dynamisme. Le sens du vote même n'est pas connu par la majorité de la population. Cette dernière se laisse séduire, incitée par le mouvement. Les gens votent sans être conscient, sans pouvoir répondre au pourquoi de leur acte. D'après une élite politique de la région, la population vote pour

un candidat « démagogue ». Aussi, il faut que ce dernier soit soutenu par un parti politique au pouvoir donc puissant, influent. C'était exactement le cas de la dernière élection. Les candidats avancés ou défendu par le chef de l'Etat sont presque tous élus.

Madagascar comme tous les autres pays prétend être démocratique. Il faut cependant noter qu'une fois élus, les candidats peuvent ne pas prendre en compte l'intérêt de la population et qu'il faut attendre la date d'élection suivante pour pouvoir manifester les mécontentements. Lorsqu' après quelques mois d'élection on demande à la population d'apporter un jugement sur le candidat qui vient d'être élu, ce dernier perdra son trône car il ne sera plus choisi, il faut en être sûr.

Si la permission de dépôt de candidature exige une certaine compétence ou un niveau d'instruction particulière, la région ne serait pas dans son état actuel. Mais ce fait est anti-démocratique, d'ailleurs les malgaches trouvent une difficulté dans le choix des candidats. Les gens appartenant à une famille de grande taille en tire un bénéfice.

Quelque soit le candidat élu, ce que la population attend de lui c'est le développement. Il en est au courant et va s'efforcer de réaliser les vœux de la population mais il se peut que la façon pour y accéder lui échappe. L'ethnie ou plutôt la notion de société lignagère ne pose pas tout à fait un problème dans l'élection.

Les gens attribuent aux Merina une image plus ou moins négative en considérant ces derniers comme des malins et on les surnomme « les *Borizany* ou *Ambaniandro* ». Il faut admettre que la société Merina est plus ou moins structurée par rapport à celle du Nord Est. Pour la majorité de la population, Merina leur fait penser à un état de domination. Une philosophie qui remonte à la période coloniale, inventée par les colons pour justifier, légitimer leur présence et qui va nécessairement dans le sens de « diviser pour mieux régner ». D'un bref aperçu donc, les dirigeants qui s'y sont succédé ont une origine locale.

4.2.4.- Exemplarité sur les choix politiques

Le choix politique de l'électorat est déterminé par des facteurs à caractère économique et commercial. Il tend à abandonner la dimension politique dans son sens originel (faire un choix pour la vie de la cité et le développement), de ses décisions.

Les citoyens interrogés pensent que les élus ne parviennent pas à s’acquitter correctement de leurs tâches à cause d’une faible qualification par rapport à leur niveau d’études (30,2%), la façon dont ils se soucient de la communauté (57,3%), leur expérience de gestion des programmes et services publics (37,3% et leur honnêteté dans l’utilisation des fonds publics (44,4%).

TABLEAU 5 : CRITIQUES A L’EGARD DES PERSONNALITES POLITIQUES

Opinions sur les politiciens	Proportions (en %)
Faible qualification d’études	30,2
Peu d’intérêt pour la communauté	57,3
Pas d’expérience sur la gestion publique	37,3
Pas d’honnêteté dans l’utilisation des fonds publics	44,4

Source : nos propres investigations, 2009

Remarquons sur ce tableau que les proportions doivent être comprises dans le sens d’une perception généralisée, sans considération particulière de ce qui se perçoit, par rapport à la totalité de l’échantillon. Nous voulons dire par là que le tableau ne doit pas être pris dans un sens cumulatif, mais représentatif, en relation avec les sentiments profonds des enquêtés.

4.2.5.- La participation politique

Au moins trois raisons conduisent à s’intéresser à la question de la participation politique :

- En premier lieu, il est généralement admis qu’une forte participation politique est un indice de bonne santé pour une démocratie. Elle montre que la population s’intéresse et participe à la vie de la cité. A contrario, une faible participation politique est un indice d’atonie.

- En second lieu en marge du diagnostic que l’on peut porter sur l’état de la démocratie, la participation politique est aussi importante sur le front de la lutte contre la pauvreté. En effet, l’extension et la reconnaissance du caractère multidimensionnel de la pauvreté, au-delà de son aspect monétaire (déficit de revenus), conduit à reconnaître

tout processus d'exclusion comme une forme de pauvreté : exclusion sociale bien sûr, mais aussi exclusion politique.

- En troisième lieu, accroître la participation politique est un moyen de réduire la pauvreté. En fait, la participation politique joue de deux façons sur la pauvreté : de manière directe comme nous venons de le mentionner, mais aussi de manière indirecte. Puisque la participation des populations est censée accroître les chances de succès des politiques économiques mises en œuvre et que celles-ci ont pour objectif d'améliorer le taux de croissance économique, une forte participation politique est un moyen de réduire la pauvreté monétaire. Accroître la participation politique mérite donc d'être préconisé à la fois pour ses vertus intrinsèques (c'est une composante à part entière du bien-être) et comme instrument du développement économique.

Selon le PNUD, la « gouvernance », c'est l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux. La gouvernance est une notion objective qui comprend les mécanismes, les processus, les relations et les institutions complexes au moyen desquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits et assument leurs obligations et auxquels ils s'adressent afin de régler leurs différends. La « Bonne gouvernance » alloue et gère les ressources de façon à résoudre les problèmes collectifs; elle se caractérise par la participation, la transparence, la responsabilité, la primauté du droit, l'efficacité et l'équité. La gouvernance comprend l'État, mais transcende celui-ci en englobant le secteur privé et la société civile.

Dans une démocratie, la participation électorale est la forme la plus naturelle de participation politique. Mais au-delà du vote, il existe d'autres moyens de participer à la politique. Il existe aussi une action politique de type pétition, grève ou manifestation. La politisation, avec la participation politique et l'orientation politique, constitue un des trois éléments constitutifs du rapport des citoyens à la sphère politique.

Une des innovations des stratégies de lutte contre la pauvreté préconisées par les Institutions de Bretton Woods et mises en œuvre aujourd'hui dans un grand nombre de pays en développement est le principe de l'insertion ou d'« *empowerment* ». Selon ce

principe, une importance particulière doit être accordée à la participation de la population, et en particulier des pauvres, à l'élaboration des politiques. L'objectif est de leur donner les moyens de faire entendre leurs « voix ».

D'une part, on s'attaque ainsi directement à une des facettes de la pauvreté : l'exclusion ou la marginalisation et l'incapacité à influencer sur sa propre condition de vie. D'autre part, la participation devrait accroître l'efficacité des politiques, les pauvres étant les mieux placés pour cerner les causes de la pauvreté et pour évaluer la pertinence des stratégies de lutte. Suivant ces optiques, nous étudions ici le point de vue des Tananariviens sur la stratégie de lutte contre la pauvreté mise en œuvre dans le pays et la manière dont ils ont été impliqués dans le processus de définition et de suivi des politiques.

4.2.6.- Les impératifs de la mondialisation

Dans le contexte de la mondialisation actuelle, il apparaît que les frontières tendent à être abolies. Les frontières culturelles sont les premiers éléments observables, à l'image de l'« occidentalisation » ou de la « macdonaldisation » du monde. Il y a aussi les barrières économiques qui s'assouplissent, jusqu'à parvenir à un stade où elles n'existent plus. Dans cette perspective de « village planétaire », l'interrelation et l'enchevêtrement des dimensions de la vie ne peuvent qu'avoir une influence sur les processus de prises de décisions et les actions à entreprendre pour les Etats, surtout que les notions dominantes, sont celles des grandes puissances. Ainsi, l'optique de globalisation suggère une concertation préalable de toutes les forces politiques mondiales, au cas contraire, le monde moderne est tel que tous les faits et gestes de quelques gouvernements que ce soit, soient surveillés, dans un cadre anticoncurrentiel. Au milieu de tout cela, il y a le citoyen pour lequel la démocratie et les libertés (liberté d'expression, de mouvement, droits fondamentaux, ...), tant voulues ne relèvent plus totalement de l'Etat, mais dépendent pour une large part du contexte international et des aléas économiques mondiaux. D'ors et déjà, il apparaît que l'Etat n'est pas totalement indépendant : non seulement il doit se soucier de la société, pour laquelle il doit son pouvoir, mais aussi il doit prendre en compte les revendications des forces extérieures qui en quelque sorte dictent ses conduites.

Un Etat et une société qui assure une égale liberté de tous les hommes s'avèrent indispensables, afin que chacun soit responsable de sa destinée. Les Etats-Unis sont un exemple en la matière, la liberté et la démocratie étant au centre de ses prérogatives. Ils accordent des droits aux individus. Cela se reflète par le fait que presque tous les grands hommes américains sont des « *selfs made men* », en la personne de Henri Ford, de Taylor, de Rockefeller, ... qui ont marqué profondément l'économie et la culture de ce pays, jusqu'à un rayonnement mondial important. Ainsi, la doctrine libérale, de Montesquieu à Machiavel, jusqu'à nos jours tend entre autres choses vers :

- la sécularisation de la politique par la revalorisation de l'homme, et non plus d'un ordre naturel qui créé par Dieu ;

- le fait que l'homme ait des droits, plus que des devoirs accentue l'adage « à chacun ses intérêts » ;

- la limitation des pouvoirs politiques vise à éliminer les arbitraires et encourager l'obéissance aux lois, non plus aux « maîtres » ;

- la dépolitisation des certains secteurs de l'activité humaine fait en sorte que les hommes vivent plus en coopération qu'en un rapport social qui mettrait certain d'entre eux en dessus des autres.

4.3.- Stratégie de survie par le syncrétisme religieux

En ce qui concerne la vie quotidienne en général, les mères de familles préfèrent recourir aux *fomba gasy* pour résoudre leurs problèmes domestiques. Ainsi, faire appel aux devins guérisseurs et aux talismans locaux est une attitude courante chez les petites gens.

Lorsqu'un problème d'ordre médical se présente ou encore quand quelqu'un est jugé affligé d'un mauvais sort, on s'adresse aux devins guérisseurs et aux talismans. Pour l'accouchement d'une mère de famille, ce sont les *renin-jaza*, sages-femmes traditionnelles qui s'en occupent. Leurs interventions sont fréquentes et leur coût est relativement faible, accessible aux couches sociales défavorisées.

Si les plantes médicinales traditionnelles peuvent faire l'affaire, il n'est pas question de dépenser de l'argent à l'hôpital et chez les médecins modernes. Le résultat est parfois positif lorsqu'il s'agit d'un problème mineur qui ne nécessite pas d'intervention chirurgicale.

Les plantes médicinales très demandées sont vendues aux marchés par des personnes qui ont des connaissances particulières sur les caractéristiques des plantes et leurs fonctions. Les marchands des plantes médicinales ne sont pas des simples marchands car il y a une connaissance approfondie à acquérir de chaque plante pour chaque maladie. Cette connaissance relève d'abord d'un apprentissage de longue période qui se transmet aussi de génération en génération. Les marchands de *tapa-kazo* doivent connaître le rôle de chaque plante, la quantité utile pour le soin et ses effets secondaires. L'apprentissage des plantes exige beaucoup d'années et d'expérience.

Il existe une concentration culturelle et religieuse dans notre terrain d'enquête, mais les familles ont de larges choix quant aux pratiques à suivre. Elles suivent les activités proposées par la paroisse catholique qui leur permettent de combler le manque, ne serait-ce qu'alimentaire, si du moins les dons ne sont pas détournés au marché noir.

Mais en même temps, elles tiennent à leurs coutumes ancestrales, car c'est une façon de maintenir leurs identités territoriale et culturelle et leur raison d'être. Dans la capitale, on observe une tendance à reconstruire un nouveau syncrétisme, à partir d'éléments autochtones (le *famadihana*, les *sampy*, le *fandroana* ou bain royal, etc.) et étrangers, de sens contradictoire, avec la nécessité à la fois de s'affirmer face à l'acquisition du christianisme (culture étrangère) et de se construire dans la conservation des *fomba gasy*.

Cette double appartenance permet de choisir la priorité du moment, et de s'adapter facilement devant les situations qui se présentent. Ce comportement agit sur les activités économiques de la population et l'économie populaire en dépend, tout en tenant compte des réalités socio-économiques.

D'où un syncrétisme très pragmatique, qui n'hésite pas à participer à différents cultes et pratiques religieuses. On peut parler à ce propos de stratégie de « ruses » des acteurs concernés : les offreurs de religion exigent la participation à leurs cultes en

échange de l'aide, ce qui assurent leur visibilité, et les acteurs populaires se soumettent à cette exigence pour avoir l'aide, tout en maintenant leurs pratiques traditionnelles. La « ruse » se situe dans les deux côtés, avec une capacité d'adaptation aux situations.

Chapitre 5 : ROYAUTE ET DYNAMIQUE DE PAUVRETE

Lorsque nous avons interrogé notre échantillon sur ce que signifie « être pauvre », la grande majorité définit avant tout cette situation en l'associant à des conditions matérielles d'existence difficiles. 59% invoquent la définition la plus classique de la pauvreté qui retient comme critère un niveau de consommation inférieur à un seuil minimum de subsistance.

Mais il convient de souligner que plus les individus sont démunis du point de vue monétaire, plus ils mettent en avant les différentes dimensions de la pauvreté. Les Communes ont leur place au cœur de la stratégie de développement à Madagascar. Cette stratégie pourrait être plus axée sur le renforcement des communes, notamment les communes rurales, en tant qu'organe de base des pouvoirs publics décentralisés et acteur de développement de proximité.

Par ailleurs, la religion traditionnelle se pose en interface entre une dynamique identitaire et un syncrétisme de façade. Elle se matérialise dans la cérémonie du et les implications de celle-ci au quotidien. Mais alors que la religion en tant que telle puise ses fondements dans une tradition lignagère et ethnico identitaire datant de l'antiquité malgache, les pratiques rituelles relevant de l'avènement de la cérémonie sont à rechercher de par leur origine dans la « nobiliarité ancienne ». En la circonstance, cette dernière a dû provoquer un culte aux rois locaux décédés, sensés revenir parmi leur peuple. Aussi, les cérémonies sont-elles ostensiblement le jeu de relations imaginaires les ancêtres, un roi défunt, ou le Zanahary.

Radcliffe-Brown²⁵ a dit que « le concept de la fonction appliqué aux sociétés humaines est fondé sur l'analogie qui existe entre la vie sociale et la vie organique ». S'inspirant de Durkheim, il définit la fonction d'une institution sociale comme la correspondance existant entre l'institution sociale et les conditions indispensables à l'existence de l'organisme social; la fonction exprimée ainsi, et nous citons à nouveau Radcliffe-Brown, est « la contribution qu'une activité partielle apporte à l'activité totale

²⁵ Radcliffe-Brown (A.R.), *Structure et fonction dans la société primitive*, Les Éditions de Minuit, 1968.

dont elle fait partie. La fonction d'un usage social particulier consiste en la contribution qu'il apporte à la vie sociale tout entière en tant que fonctionnement du système social tout entier ».

Radcliffe-Brown précise que lorsqu'il parle d'intégration sociale, il suppose que « la fonction de la culture consiste à unir les êtres individuels au sein de structures sociales plus ou moins stables, c'est-à-dire en des systèmes stables de groupes qui déterminent et régularisent la relation de ces individus les uns avec les autres et qui favorisent l'adaptation externe à l'environnement physique, et l'adaptation interne entre individus ou groupes constituants, pour que la vie sociale soit ordonnée et vivable.»²⁶

5.1.- Les modes de production

5.1.1.- Les rituels de manifestation du sacré

La référence permanente à la religion et au sacré, qui émane d'un ésotérisme pour le paysan, explique en grande partie l'absence d'une véritable culture populaire. Les paysans qui consultent le « *moasy* » n'éprouvent pas le besoin d'étudier lui-même les raisons des interdits. Peu importe les termes des tabous, le « *moasy* » le sait et il suffit de lui demander. Cela conduit à l'absence totale des mythes, dans la mesure où le minimum de savoir à acquérir est que les ancêtres font partie du sacré (du « *masina* »), et que le monde des défunts et des vivants ne sont séparés que par des sujets subjectifs.

Il en va de même pour les rituels. Si certains rites impliquent la participation de la population, comme le « *fanidy* »²⁷, d'autre se déroulent de façon fermée, c'est-à-dire, réservée à quelques entités, comme le « *manasina* »²⁸. Par ailleurs les cérémonies et les évènements de la vie quotidienne se font sous la houlette des dignitaires religieux, que ce soit traditionnel ou modernes.

5.1.2.- Les rites (« *fomba* » et les tabous (« *fady* »)

Le tabou, du polynésien tapou, désigne un interdit sacralisé en même temps que la qualité de ce qui est frappé de prohibition parce que consacré ou parce que impure. Sa transgression est sensée entraîner une calamité, une infortune, ou une souillure.

²⁶ *Idem*

²⁷ Le « *fanidy* » est un rite qui sert aux paysans pour se prémunir des fléaux naturels (la grêle, les inondations, etc.)

²⁸ Le « *manasina* » concerne les rituels qui s'effectuent entre membres d'un clan ou d'une famille, pour remercier les ancêtres, ou leur demander la bénédiction.

Souvent, il est établi par des personnes d'autorité après interprétation d'expérience fâcheuses, de rêves, de visions ou de mythes. Il a pour fonction de protéger la valeur de certains biens et d'être fragiles, tout en soumettant l'individu à la loi du groupe.

Le « *fady* » ou tabou constitue la réglementation du *fihavanana*, mot difficile à traduire en français et qui désigne aussi bien la parenté, la consanguinité, la convivialité, l'amitié et la solidarité. Il règle l'existence quotidienne du roturier, celle du noble, du chef de famille, du clan, voire même celle de l'ethnie toute entière. Les lieux sacrés sont des montagnes, des rochers, des lacs, des forêts, des autels et des arbres, des grottes.

Selon LAMBEK : « Les tabous sont légion à Madagascar, ils font partie intégrante de la vie des Malgaches, servent à identifier le statut et la position au sein de la société, et permettent souvent de définir les groupes sociaux »²⁹. Par ailleurs, plusieurs études traitent des tabous malgaches et de leur rôle social, mais peu nombreuses sont celles qui examinent les tabous pesant sur l'utilisation des ressources et leurs rôles potentiels du point de vue écologique.

Le « *fady* » est l'interdiction magique et religieuse appliquée aux personnes, aux lieux, aux choses, aux temps et à la sexualité. Pour les Malgaches, les morts participent à la vie divine, ils sont les protecteurs naturels de leurs propres descendants.

La mort, purificatrice de toutes les fautes commises sur terre, ramène tout le monde directement à *Zanahary* (Dieu)³⁰, et on dit de celui qui est mort qu'il est « *lasarazana* », c'est-à-dire qu'il est devenu ancêtre. Le « *fady* » est créé par les ancêtres pour éloigner les descendants d'un mal ou pour perpétuer le souvenir d'un bénéfice. La transgression d'un « *fady* » est jugée comme une faute devant les ancêtres et non devant Dieu. Ainsi la rémission de la faute est demandée au représentant le plus qualifié des ancêtres.

Quand il est question de la notion malgache du péché, de la culpabilité des actes et des châtiments qui doivent s'en suivre, il ne faut pas oublier leurs *fady* ou tabous. Il nous est impossible de faire un long exposé sur les tabous malgaches, car cela exigerait

²⁹ LAMBEK (M.), *Taboo as cultural practice among Malagasy speakers*, Journal of the Royal Anthropological Institute 8:451–468, Man, 1992.

³⁰ Il s'agit ici du Dieu des chrétiens et des musulmans qui est au-dessus de tout le monde ainsi que des « *razana*, » et non d'un dieu quelconque.

un développement plus important. Nous nous contenterons de mentionner seulement les tabous qui peuvent être regroupés en trois catégories :

- Le tabou qui repose sur le « serment des ancêtres ». Autrefois, lorsqu'un clan se réunissait pour faire un serment quelconque, le doyen posait ses mains sur les épaules du deuxième en âge, et ainsi de suite jusqu'au plus jeune de l'assemblée ; tous juraient alors que ce qu'ils s'étaient promis de s'interdire de faire, serait tabou dans le clan.
- Un usage qui, au cours du temps est devenu tabou. Ici, il est difficile de distinguer entre « *fomba* » (usage) et « *fady* » (tabou). Agir à l'encontre de ce qui est d'usage, déshonore ; pécher en bravant un tabou, entraîne toujours un châtement.
- Le tabou qui a une relation avec les « *aody* » (ou charmes). A chaque charme sont attachées plusieurs choses qui sont tabous. Les malgaches ont un nombre élevé de tabous. Et ils prennent au sérieux le respect des tabous. Pécher contre un tabou est puni par une maladie, un accident corporel dont la gravité dépend de la gravité du péché accompli, et même la mort. Un péché à l'encontre d'un tabou rattaché à un charme, enlève à ce dernier le pouvoir de protéger celui qui le détient ou l'adore.

5.1.3.- Changement social et respect des fady

Les changements survenus dans les coutumes ont fait que les jeunes se posent des questions sur la valeur des *fady* en révélant une défaillance dans les idées vis-à-vis de certains *fady* dont le respect et l'obéissance présentent des inconvénients indéniables.

En outre l'éducation moderne exerce une grande influence dans le nouvel état d'âme des jeunes. L'opinion actuelle pense que les ancêtres n'auraient plus créé de *fady*, mais que ce serait seulement les anciens (gardiens de la tradition) et les interprètes des us et coutumes ancestraux qui peuvent dispenser de l'observation des *fady* décidée par les ancêtres.

5.1.4.- Les relations intragroupes

Parmi les 116 personnes enquêtées, 81.33% affirment que l'exclusion sociale existe dans ce pays. Lorsque nous parlons de milieu social, les relations de voisinage viennent tout de suite à l'esprit. Le voisinage, comme le lieu de travail, c'est la base de notre existence quotidienne. En malgache, le voisin est désigné par le mot « *mpifanolobodirindrina* ». Le mot « voisin » n'a pas partout le même sens. A la campagne, il englobe souvent l'ensemble du village et va même au-delà de celui-ci. La grande ville, au contraire permet à ses habitants de ne pas avoir de relations de voisinage étendues. L'urbanisation croissante a conduit le déclin des relations de voisinage.

Pour que le vivre ensemble soit viable, les personnes qui se trouvent dans un contexte de voisinage ont intérêt à s'entendre. Quoiqu'il en soit, les bonnes relations ont pourtant des limites : elles doivent se trouver entre la convivialité nécessaire et l'indispensable liberté de chaque famille. Le voisin ne doit se montrer ni trop envahissant ni trop égoïste. Finalement, la différence par rapport à la majorité met souvent l'individu dans un état de malaise, de méfiance ou d'autodéfense.

Les éléments concrets ci-dessous montrent l'exclusion dans le domaine social à travers les réunions du *fokontany*. L'émergence d'un leadership dans le quartier glissant vers la prise du pouvoir par un groupe structuré au détriment de groupes plus vulnérables qui accèdent moins facilement à la parole (femmes, jeunes, populations précarisées). Faiblesse du fonctionnement des associations sur le plan de la gestion (manque de transparence, confusion d'intérêts personnels et généraux...) sans parler des récupérations clientélistes et politiques.

5.2.- La royauté et l'économie capitaliste

Les assises économiques du pouvoir « traditionnel » sont à prendre en compte. Dans les périodes antérieures à la colonisation, pouvoir et richesse ne pouvaient être dissociée, et il en va de même aujourd'hui. Les ressources autrefois tirées de l'exercice du pouvoir, telles les prestations en travail fournies par les sujets (un jour par semaine dans le *Ndénnyé* à la fin du XIXème siècle) et le produit des amendes judiciaires, ont disparu, alors que les frais de « représentation » des Rois, entraînés par la nécessité de tenir leur rang et d'accueillir déceimment les visiteurs, sont lourds.

De plus, ils continuent à assumer, autant que possible, leur ancien rôle de « distributeur de richesses », en particulier lors des cérémonies royales.

En fait, les Rois et les Chefs ne peuvent guère compter matériellement que sur eux-mêmes. Ils constituent leur propre assise financière en tant qu'entrepreneurs privés. Les biens reçus par les Rois en héritage, et qu'ils doivent transmettre à leurs successeurs, sont difficiles, voire impossibles à évaluer. C'est en particulier le cas des droits fonciers et des terres possédées par le « siège » royal.

Contrairement aux chefs d'Etat africains, les Rois sont les dépositaires d'une longue tradition et d'autre part d'un capital de forces spirituelles.

L'histoire qu'ils ont reçue en héritage est perçue par l'opinion de façon tantôt négative, tantôt positive, et eux-mêmes en subissent l'effet en retour.

A cet effet, il est pertinent de distinguer trois périodes, et l'image que l'on a de chacune d'elle aujourd'hui :

1) la première période est le passé lointain, antérieur à la colonisation : la royauté en question était-elle obscure ou célèbre, illustrée ou non par des personnages de haute stature, présents ou non dans la mémoire collective ?

2) la deuxième est la période coloniale de laquelle est retenue surtout la politique des Rois et des Chefs face aux colonisateurs européens : collaboration ou résistance ?

3) la troisième, la plus récente, garde en mémoire la docilité ou la distance prise par les autorités traditionnelles envers des gouvernements dictatoriaux, à parti unique, issus de l'indépendance.

Le prestige très inégal dont jouissent actuellement les royautés semble pour une part résulter de la combinaison de ces trois paramètres.

5.2.1.- La participation citoyenne

Dans le domaine politique, la participation de nos interviewés reste largement limitée dans la différente institution étatique³¹ que ce soit localement ou à l'échelle nationale. Ainsi, le comportement de notre population d'enquête face à la politique peut se résumer comme suit : ils préfèrent plutôt le chemin du cœur que celui de l'intellectuel.

En effet, le malgache ne s'intéresse guère à la logique des idées rigoureusement enchaînées les unes après les autres. Il ne lit pas beaucoup dans les livres ou n'importe quel écrit ayant pour but de convaincre l'intellectuel agent. Mais il lit, en les observant, dans la nature et dans les événements et en tire des leçons.

Conséquemment à ce qui vient d'être dit, ce n'est pas tant la recherche d'une conviction intellectuelle qui réussit avec les malgaches que la persuasion. Cette dernière stimule en même temps la volonté (*sitrapo*, c'est à dire la complaisance du cœur) pour aboutir à l'enthousiasme et à l'amour.

De l'autre côté, nous pouvons dire qu'en matière d'élection notre population d'enquête choisit plutôt la personne que ses idées. Pendant la période de la campagne électorale, la population écoute les candidats qui s'évertuent à étaler leurs beaux programmes et à dérouler leurs arguments subtils.

5.2.2.- Fihavanana et leadership

Le copinage administratif se fait au nom du *fihavanana*. L'absence de culture de pouvoir et l'accession parfois trop rapide des nouveaux promis ont conduit à des cas d'attitude dit «*anay indray izao* ».

Dans la conception de cette notion de «*Havana* » nous rejoignons en partie RAHAJARIZAFY (A.) dans cette affirmation : « Tout homme avec qui la personne vit est un *havana* (lié par le sang et l'affection), et toute relation avec lui ne se conçoit et ne se règle que comme un acte de «*fihavanana* ».

³¹ Dans un État démocratique, les pouvoirs sont dits « séparés » parce que le Législatif, l'Exécutif et le Judiciaire sont confiés à des organes différents. Chaque pouvoir est ainsi en mesure de faire librement son travail et de résister aux abus de pouvoir des autres. Pour les citoyens c'est une garantie de ne pas subir la tyrannie de l'État. Bien entendu, « séparation » ne veut pas dire que chaque pouvoir fait ce qu'il veut de son côté : chacune doit entretenir des rapports harmonieux avec les deux autres.

Relation entre gouvernants et sujets, relation entre marchands et clients, relation entre étrangers et habitants, relation entre tous et tout : tout est, pour les Malgaches, acte de « *fihavanana* ». Ainsi, pour eux, tout chef est un *ray aman-dreny* (père et mère) »³². Schématiquement, les dimensions de ce « *havana* », en relation avec les liens profonds du « *fihavanana* » se présentent comme suit :

5.2.3.- Le sacré comme explication et fondation de la pratique sociale

Un mythe est un récit qui se veut explicatif et fondateur d'une pratique sociale. Il est porté à l'origine par une tradition orale, qui propose une explication pour certains aspects fondamentaux du monde et de la société qui a forgé ou qui véhicule ces mythes :

- la création du monde (cosmogonie),
- les phénomènes naturels,
- le statut de l'être humain, et notamment ses rapports avec le divin, avec la nature, avec les autres individus (d'un autre sexe, d'un autre groupe), etc.
- la genèse d'une société humaine et ses relations avec les autres sociétés.

Le terme mythe est souvent employé pour désigner une croyance manifestement erronée mais tout de même partagée par un nombre significatif de personnes. Dans notre recherche, le mythe que nous identifions concerne les représentations sociales héritées des ancêtres, touchant les filiations, les catégories sociales de descendance, ou encore des données ayant trait à une Histoire transmise de bouche à oreille, et dont la véracité reste à prouver.

Cependant, étant donné qu'il manque beaucoup d'éléments pour recouper ces informations, il faut se contenter, d'une part pour les gens d'accepter ces faits et d'autre part pour le chercheur de les considérer comme la dynamique essentielle de la stratification sociale. Ce que l'on peut en dire, c'est que cette situation est très souvent légitimé par le sacré, par l'exécution de rituels divers et par le respect de certaines normes sociales (tabous, interdits, etc.).

³² RAHAJARIZAFY (A.), *Filozofia malagasy* (philosophie malgache), Tananarive, 1963

5.2.4.- Le paradigme du sacré

La notion religieuse la plus répandue pour les malgaches est le « *hasina* ». Il faut entendre le mot religieux ou religion dans le sens le plus large. Là où l'homme essaie de communiquer avec les puissances surnaturelles, il y a religion. De ce point de vue, le « *hasina* » est analogue au « *mana* » mélanésien ou « *wrong* » de l'Afrique de l'Ouest. C'est un pouvoir mystique qui circule entre les êtres. Il s'agit de toute sorte de manière, soit pour le bien ou le mal, qui ne peut être mis en doute parce qu'on en subit les effets. Pour les malgaches, les choses sont unies entre elles et liées à l'homme. Cette liaison mystique s'exerce sur le visible et l'invisible, entre les morts et les vivants, et même entre l'homme, les végétaux, le monde animal et les éléments de la nature.

Le lieu sacré est fait partie d'une chose à honorer et considérer comme saint pour les habitants environnants. Comme dans d'autres religions aussi bien modernes que traditionnelles, la religion traditionnelle distingue aussi ces deux mondes c'est à dire le sacré et le profane.

Le contraste entre les deux est universel. Une chose sacrée suppose une place hiérarchique. Le sacré suppose une supériorité en dignité et en pouvoir. Tout tourne autour du *Zaïnaahary*, aussi bien celui de la tradition que celui des chrétiens, des Ancêtres, du lieu sacré, symbolisé par le « *hazo saiñy* » d'*Ambatoharañana*. Tout ce qui leur touche est considéré comme sacré. Il convient de mentionner que ce sacré ne dépend pas d'une relation réciproque entre lui et les hommes.

Quant au profane, la croyance traditionnelle religieuse n'existe plus quand tout est réduit au profane. Elle ne provoque plus de système de représentation du sacré. Pour le rituel par exemple, on peut distinguer des choses sacrées et des choses profanes.

Depuis 1960, chacune des trois Républiques successives a fabriqué son système de prébendes directement connecté au pouvoir, produisant du même coup ses exclus et créant les conditions de son instabilité. Pour autant, il ne s'agit pas d'un système fermé, et ceci grâce à trois opérateurs d'élasticité sociale : le ralliement régulier d'une majorité des prébendiers au nouveau pouvoir, le refus partagé d'une véritable remise en cause des inégalités statutaires traditionnelles et, la figure récurrente de l'homme providentiel dans tous les moments critiques de l'histoire politique malgache.

Notre enquête indique que la médiation par le sacré est le plus souvent indispensable à l'expression des revendications fondamentales des différents groupes sociaux. Le religieux est le mode d'expression obligé du politique et de l'économique. A partir de là, il n'est pas aisé d'expliquer le retour du religieux en montrant, dans l'ordre du politique et de l'économique, à quoi servait son expression.

Les propriétés de la morphologie sociale font qu'il n'émerge pas ou ne peut être reconduite une véritable *hiérarchisation* entre les normes sociales des différents espaces/cadres de pratiques et qui permettraient d'assurer certaines régularités des conditions d'existence : chacune des situations semble être négociée à la pièce pour ainsi dire, obéissant beaucoup plus à une *pragmatique de l'urgence* qu'à la reconduction de principes donnés dans une *hiérarchie générale* des différentes normes sociales et qui seraient suffisamment fortes pour offrir une permanence sur laquelle s'appuyer pour atteindre ou se rapprocher des idéalités sociales de l'existence.

Ici, les seuls repères qui persistent et qui sont systématiquement sollicités pour affronter les situations sociales sont ceux de la proximité : proximité sociale et de voisinage, qui s'appuie essentiellement sur le cadre du *fihavanana* sans pour autant parvenir à en reproduire l'idéalité.

TROISIEME PARTIE : PROSPECTIVES DE SOCIALITE

Pas de société sans pouvoir politique implique qu'il n'y a pas de pouvoir sans hiérarchies et sans rapports inégaux instaurés entre les individus ou entre les groupes sociaux. Pouvoir, influence, prestige peuvent résulter du rapport aux ancêtres, de la propriété de la terre ou de richesses matérielles, ou bien encore de la manipulation exclusive de symboles.

Les critères naturels de classement (âge, sexe) reçoivent leur signification de la culture qui les utilise. Ces inégalités primaires déterminent déjà des privilèges et des obligations. La hiérarchie se justifie par rapport à des mythes qui légitiment les rapports de domination. Les rituels d'initiation sont une véritable école de civisme avant de conférer à certains le statut d'adultes.

Le statut est défini comme la position personnelle d'un individu par rapport aux autres individus à l'intérieur du groupe. Le rôle exprime le statut en termes d'actions sociales. Il représente l'aspect dynamique. Les deux sont légitimés par la coutume, par une procédure ou par un rituel spécifique. Le terme de classes sociales ne permet pas en anthropologie de rendre compte de la stratification sociale des sociétés non-occidentales. Il convient de définir alors les notions de castes, de rangs, d'ordres...

Selon le roi ISSSA TSIMIARO III « *le vrai développement du pays se fera avec le respect des valeurs traditionnelles de la nation* ». C'est justement ces valeurs qui ont été occultées par la modernité qui commencent à perdre de leur importance, dans le microcosme social malgache, dans la mesure où le pouvoir de l'argent, ou les prestiges sociaux deviennent les leitmotifs les plus en cours.

Il s'agit alors pour nous de dépasser le contexte de pauvreté et de conflits improductifs, pour établir les bases d'une société plus harmonisée et plus efficiente sur le plan du développement. En fait, il nous faut nous interroger sur la place qu'occupent les valeurs traditionnelles dans la mondialisation, en plus des perspectives de l'hypermodernité, qui tend à s'imposer comme dynamique efficace pour pouvoir survivre dans un monde qui se rétrécit de plus en plus.

Chapitre 6 : CONCILIER DONNEES SOCIALES ET MODERNISME / POSTMODERNISME

Les sciences sociales ont traditionnellement considéré le statut du territoire, surtout à l'échelle sous-nationale, comme strictement secondaire par rapport aux autres grandes forces de l'ère moderne. L'économie, la société et la politique «produisent» les territoires qui ne représentent que le résidu inerte de l'histoire pré-moderne, des forces non marchandes. Les technologies et les organisations propulsent la territorialité de l'économie. Cependant, cet état des choses a été fortement remis en question par la résurgence des économies régionales au sein de l'économie du capitalisme contemporain. Cette résurgence a provoqué une réflexion sur la notion de territorialité perçue comme un élément de base de l'économie, avec ses effets sur l'évolution des technologies et des organisations par le biais de rétroactions positives.

Consécutivement à ce concept de territorialité, il faut aussi poser le problème en terme de leadership, c'est-à-dire la capacité des « dirigeants » locaux à gérer les affaires publiques d'une part, mais aussi de les mener vers le développement optimal, selon les potentialité de chaque régions. Cela implique aussi leur capacité à créer des opportunités qui donnent avantages à l'épanouissement de chaque localité (infrastructures économiques, opportunités de marchés, développement social local, etc.). Le statut managérial des élus locaux doit alors se muer en un statut de leadership.

Leadership et management se confondent souvent sans pour autant que l'on ne parvienne à opérer réellement une différence entre ces deux réalités inextricablement liées. Le management pourrait être défini comme le processus par lequel on administre et coordonne de manière efficace et efficiente les ressources (matérielles, financière, humaines etc.) dans l'effort d'atteindre les objectifs de l'organisation. Quant au leadership, il est perçu comme un type d'influence interpersonnelle par lequel un individu amène un autre individu ou groupe à s'acquitter de la tâche qu'il veut voir menée à bien. Un bon système de management peut permettre aux villes d'être plus performantes du point de vue de leur fonctionnement et de contribuer à renforcer leur démocratie. En effet, lorsque les structures adéquates sont mises en place et les biens et services collectifs gérés de manière efficace, efficiente et démocratique, cela peut contribuer tout naturellement au développement.

6.1.- La modernité

Si l'on cède à la tentation de donner une définition temporelle à la modernité, alors, l'époque moderne est celle que nous vivons, celle d'aujourd'hui, qui s'oppose à celle d'hier, à l'époque passée. Or, le critère qui permet de départager hier et aujourd'hui n'est pas, contrairement à ce que l'on attendrait, le temps. Il ne suffit pas que du temps se soit écoulé entre hier et aujourd'hui pour qu'aujourd'hui soit moderne.

La modernité désigne donc une époque qui a son commencement dans un événement. Peu importe quel événement est privilégié, l'essentiel est d'affirmer qu'une rupture est possible dans l'ordre de la temporalité, qu'une discontinuité peut s'introduire dans la continuité du temps. Comme l'exprime HARDER (Y.J.), « *La modernité a toujours son origine dans une révolution, que ce soit une révolution galiléo-cartésienne qui est à l'origine d'un nouveau concept de science, ou la Révolution française qui promeut un rapport nouveau de l'homme à la société* »³³.

Si l'on veut réfléchir à la mondialisation en la considérant comme un fait social et plus seulement comme l'expression comptable d'interdépendances croissantes entre économies, il convient alors de la considérer en premier lieu comme un imaginaire. En effet, la mondialisation n'existe que par les représentations qu'elle dégage. Le rétrécissement de l'espace qui la caractérise n'a de sens que par rapport à notre conscience d'appartenance au monde, que ce monde soit le marché pour les agents économiques, l'universel pour les philosophes ou la scène stratégique pour les soldats ou les diplomates.

Si l'on suit un paradigme qui s'impose fortement en sociologie aujourd'hui, nous sommes en présence d'un nouvel individualisme résultant d'une amplification du processus de modernisation de la société, voire d'un changement de nature de la modernité. L'affaiblissement des liens sociaux en raison de l'érosion des structures intermédiaires et la dissolution des groupes d'appartenance, en prolongement de la transformation en profondeur des sociétés industrielles au cours du dernier quart du vingtième siècle, émerge une seconde modernité.

³³ HARDER (Y.J.), *Le sujet de la modernité*, in : René Heyer (éd.), « *L'ancien et le nouveau : modernité, culture et religion* », Strasbourg, Presses Universitaires, 1996

À une première modernité unidimensionnelle de dé-traditionnalisation fait suite une modernité réflexive dans laquelle les individus cherchent à s'émanciper des assignations de rôle et visent l'autoréférence et la recherche de la planification de leur propre biographie.

6.2.- Emergence de la démocratie

« *Notre conception de la démocratie ne cadre pas avec notre culture* », affirme ANDRIAMANJATO (R.)³⁴. Effectivement, la démocratie moderne est une démocratie savante. Elle implique de faire progresser culturellement le pays avec ses 50% d'analphabètes qui ne sont pas à même d'accéder à l'information et de l'utiliser. Comment des analphabètes peuvent-ils discuter d'un programme de gouvernement ? Les députés d'aujourd'hui ne parlent pas d'un problème national, ils parlent de problèmes de maires et de questions locales car c'est ce que les gens sont à même de comprendre. Etant député de Madagascar, un élu travaille pour son pays et non pas pour sa localité. Le Pasteur préconise une « *démocratie au ras du sol* ». Il faut trouver une logique rationnelle, à toute la moins convaincante, pour partager la même vision de l'avenir.

Il faut se rappeler le passé. Dans les années 60, le gouvernement a doublé le prix du riz au près des producteurs dans le but d'encourager les paysans à produire un peu plus. Résultat, la production a diminué de moitié. Il faut aussi remettre en cause l'image du progrès issue de la culture occidentale. Un père de famille travaille dur pour avoir une télévision. Quand il réussit, il ne travaille plus et passe son temps devant le petit écran. En réalité, sa vie n'a pas beaucoup changé, sauf qu'il a la télévision. Il y a une juxtaposition de cultures dans le pays, nous avons pris de la culture occidentale tout ce qui est futile ou permet de se divertir. Les malgaches ont une forme de culture communautaire bien différente de celle des occidentaux où l'individu prime.

Afin de rendre crédible le pays, nous proposons d'approfondir notre culture, nos moyens de substance et notre façon de vivre tout en intégrant les valeurs positives venant du monde entier. Selon ANDRIAMANJATO (R.)³⁵, « *On nous a appris la façon*

³⁴ ANDRIAMANJATO (R.), Cité sur le Site www.Madanight.com

³⁵ www.MADANIGHT.com, Février 2005

de truquer des élections. On nous a appris juste à remplir l'urne, malheureusement ça change de couleur une fois dedans ! » Selon l'ancien président de l'Assemblée nationale, le trucage des élections n'est apparu qu'après l'indépendance.

Les malgaches ont eu l'occasion de voter pendant la période de colonisation. Il fallait déjà savoir lire et ces gens qui avaient une certaine culture ont voté pour ceux qui luttèrent pour l'indépendance. Les élections étaient assez conformes à la loi française adoptée en 1884. Les administrateurs veiller à respecter les dispositions légales du vote car on pouvait déposer une plainte à Paris.

6.2.1.- La symbolique sociale du rite

La symbolique sociale du rite use de deux langages. Le langage de l'identité est par essence ambivalent car il pose les questions en termes d'inclusion/exclusion alors que celui de l'altérité est placé sous le signe de l'ambiguïté car il les pose en termes d'implication/influence/relation. Ce langage rituel n'est plus le même, ce qui est symptomatique de la crise des sociétés actuelles. En effet, le langage de l'identité l'emporte sur l'autre ce qui en conséquence participe à la rigidification des identités et des oppositions.

6.2.2.- Les perspectives d'une monarchie symbolique représentative

Introduire la place d'un souverain, ne veut pas dire engraisser une personne, la question est d'apporter une stabilité qui n'est le jouet des politiques et des élections. Le Prince n'est pas là pour gouverner, comme le montre les monarchies démocratiques dont certaines reviennent moins chères au contribuable que les onéreuses élections présidentielles (américaines par exemple ou françaises). Au Japon ils ont trouvé un système de contrôle des biens de la famille impériale qui l'empêche d'acquérir des biens sans l'autorisation du gouvernement.

Puisque le Souverain ne gouverne pas, il échappe au mécontentement, car si il y a des responsables, cela demeurera ceux qui ont réellement le pouvoir (le gouvernement élu, comme dans les autres monarchies occidentales, thaïlandaise et nipponne). Les têtes

ne tombent que lorsque le prince gouverne, or ce n'est pas ce qui est proposé: il ne doit ni gouverner, ni s'enrichir.

Les pays les plus 'évolués' et démocratiques demeurent paradoxalement des monarchies (Canada, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne, Danemark, Suède, Norvège, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon) des pays émergents comme la Malaisie sont également des monarchies démocratiques beaucoup plus stables que certaines républiques (presque toutes les républiques africaines souffrent d'instabilités chroniques et où les présidents, sans aucun contrôle s'enrichissent sans vergogne.

La monarchie (représentative et symbolique : démocratique si l'on veut, n'est certes pas le régime parfait, mais c'est le moins pire.

Nous avons essayé 3 régimes républicains, on va en accoucher sans doute d'un quatrième qui tombera au prochain coup d'Etat ou pire, pour en accoucher d'une énième. Pourquoi ne pas essayer la monarchie constitutionnelle, qui ne peut être pire, mais peut assurer la garantie d'une stabilité politique, basée sur le respect des *raiamandreny*, des choses qui semblent totalement éclipsées de nos jours. Si cela ne marche pas, il suffit que le peuple le décide.

6.3.- L'ethnicité

Nous pouvons relever deux points sur le terme d'ethnicisation et sur la manière dont le débat est habituellement posé, dans le contexte malgache:

La première remarque est que l'ethnicisation est un terme connoté négativement. Elle décrit une logique négative de soulignement de l'origine ethnoculturelle, qui se décline en stigmatisation, ségrégation, discrimination.

Une telle définition décrit en creux l'existence d'une opposition, d'un couple, dont le versant positif est l'universalité, mais, précisons, une universalité sans ethnicité 'est-à-dire une universalité privilégiant l'unité plutôt que la diversité.

Or, il convient de réfléchir sur une face claire de l'ethnicité qui n'est pas sa négation, son absence, mais sa positivité dans les processus d'intégration, ou plus largement, de vivre ensemble. Il s'agit de réhabiliter le rôle des appartenances identitaires dans l'accès à la citoyenneté.

Chapitre 7 : ACCOMODATION DANS L'HYPERMODERNISME

Dès l'origine, la dynamique interne des sociétés humaines véhicule toujours une dimension internationale à cause de la nécessité des échanges. L'internationalisation faisant partie logiquement de l'évolution des sociétés. Toutefois vers la fin du 20^{ème} siècle, cette internationalisation a connu un degré optimal qui a engendré ce qui est convenu d'appeler « *la mondialisation* ».

Selon les propos de Pascal LOROT :

« La mondialisation est aujourd'hui au cœur de tous les détails. Elle est devenue le phénomène structurant des rapports internationaux. Elle conditionne désormais l'organisation sociale et les perspectives de développement. Plus encore, elle semble être en mouvement de fond qui force à l'adaptation et concerne l'ensemble des acteurs, mais aussi des citoyens du monde »³⁶.

Après la 2^{ème} guerre mondiale, le système bipolaire permettait aux Etats nations de choisir entre l'option socialiste et la voie libérale. En revanche, dans le contexte de la globalisation, on assiste dans les pays riche et les pays pauvres au triomphe du libéralisme accompagné de la banalisation des NTIC comme l'utilisation des grandes banques des connaissances et l'accès à l'internet. Par ailleurs, on est de ce qui convient d'appeler la domination de la pensée unique qui débouche sur l'absence de débat concernant la problématique du développement et cela contrairement à la situation des années 70 surtout après les indépendances en Afrique.

Les pays du tiers monde sont embarqués de fait dans la globalisation qui ne leur laisse pas beaucoup de choix. Les exigences de la mondialisation poussent les Etats et leur administration à trouver un nécessaire adaptation face aux conditions nouvelles. La plupart des pays en développement sont obligés d'ajuster leurs anciennes structures afin de répondre aux nouveaux problèmes engendrés par les nouveaux contextes. D'où le recours à la politique d'ajustement structurel accompagnée de mesures économiques et financière parfois difficile à supporter par les populations.

³⁶ LOROT (P.), *Dictionnaire de la mondialisation*, Edition Ellipse, Paris, 2001

7.1.- Tsangatsainy et mondialisation

Non seulement, les frontières entre le réel et le virtuel, entre le matériel et l'immatériel s'estompent, mais la conception du temps et de l'espace se modifie radicalement. Hier, le monde a été porté par une sorte de garant intrasocial absolutisé, le progrès en tant qu'avenir radieux, qui produit une homogénéisation symbolique de la société, renforcée par sa territorialisation et son inscription dans une temporalité sociale partagée (malgré, à l'évidence, l'existence de micro-temps sociaux secondaires).

Aujourd'hui, nous assistons à une triple mutation traduisant l'émergence de l'hétérogène comme caractéristique centrale des sociétés contemporaines :

1) Une dé-collectivisation des effets du progrès. La démultiplication de l'offre de changements possibles produit une pluralisation et une singularisation des conduites sociales et des modes de vie.

2) Une a-rythmie de la vie sociale en raison de la diffraction de la temporalité partagée en une série de temporalités sectorielles parallèles.

3) Une dé-territorialisation des espaces sociaux conduisant à un double phénomène, en apparence contradictoire, de réticularisation et de communautarisation des regroupements sociaux.

Ces trois phénomènes produisent, pour reprendre l'expression de GIDDENS, un « *triple désenclassement* »³⁷ par rapport au temps, par rapport à l'espace et par rapport à la collectivité elle-même.

Dans la représentation sociale historique des malgaches, il y a toujours un référent important aux ancêtres, aux souverains et au sacré. Ce qui fait qu'il nous faut explorer ce qui se trouve à la base de cette conception, pour pouvoir donner quelques éclaircissements sur la psychologie sociale de la population d'*Ambatoharañana*, face aux influences de la grotte sacrée de *l'Ankaraña*.

³⁷ GIDDENS (A.), *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994

Les souverains malgaches se sont appropriés de la notion du « *hasina* » pour établir, entretenir et maintenir une idéologie à caractère monarchique du droit divin. Le « *hasina* » se transmet par héritage, orale avec l'intermédiaire des « *mpijôro* ou *mpisoro* » ou « *moasy* ou *tromba* », ou encore par héritage matériel, par l'intermédiaire du « *sampy* ». Le transfert se produit en certaines cérémonies de caractère religieux, mais le « *hasina* » prend une coloration proprement politique, et devient le signe d'une autorité effective exercée par les dignitaires et favorisée par les talismans ou « *aody* » (« *moara* », « *tapak'azo* », etc.).

Le « *hasina* » est relatif à l'ordre politique et religieux. Il concourt au maintien de cet ordre et au respect de la hiérarchie. Il reste une force de cohésion qui suggère que l'univers apparaît comme régi par des forces mystérieuses mais contrôlables. Par la personne du souverain, toutes les forces du mal sont concentrées et même détruites car le souverain amène tout son peuple à accomplir des actes rituels afin d'échapper à la destruction et de participer au sacré ancestral. De ce fait, le souverain est symbole de continuité et de régénération, et l'idéal politique consiste à rendre effectif le sacré royal et à resserrer constamment le lien qui unit le peuple au souverain.

7.2.- La nouvelle donne culturelle

De nouvelles légitimités surgissent ; elles existaient déjà, certes, mais, dans la représentation, le rôle de leur porte-parole était plus souvent en coulisse : ceux qui s'en réclamaient ont alors occupés le devant de la scène. Les principales de ces revendications identitaires peuvent se regrouper de la façon suivante : des affirmations de la légitimité religieuse, des réaffirmations des anciennes légitimités (de la part des anciens dominants).

Les églises officielles, sont amenées à s'engager dans les questions de société : elles étaient pratiquement les seules à offrir un lieu où pouvait s'exprimer collectivement le débat d'idées. Elles sont devenues peu à peu un recours, un pouvoir de substitution. Leurs œuvres sont les seuls lieux où l'on peut recourir aux soins médicaux, à l'entraide. Leurs salles de réunion sont les seuls lieux où l'on peut, sans payer, accéder à la culture, qui, du coup, se résume pour beaucoup de gens à la Bible.

Les sectes, de leur côté, déploient une intense activité de conversion et de guérison, voyant leurs effectifs et leurs implantations s'étendre à un rythme rarement connu. De la même façon, on assiste à une réaffirmation spectaculaire de l'autre grand courant religieux qui partage avec le christianisme la population malgache et que le mépris dans laquelle le tient le monde occidentale range parmi les cultes païens.

Les anciens dominants, ou ceux qui veulent s'en réclamer font leur retour. En particulier, les *Andriana* ou les familles nobles se regroupent (tout en réanimant des disputes de statut et de hiérarchie), constituant de facto un véritable groupe de pression, décidés à reprendre la place, sinon l'influence, qui était la leur à la veille de la colonisation, quand la royauté merina dominait, ou plutôt : à la veille de l'arrivée de *Rainilaiarivony*, c'est-à-dire avant que la royauté merina ne soit dominée par ce Premier ministre bourgeois.

7.3.- Sécularisation et conscience républicaine

L'observation des pratiques populaires dans le monde contemporain et à l'échelle historique a bien montré que la question de la sécurisation est un axe central de ces pratiques. Le thème de la sécurisation est étroitement lié à celui de la production de l'identité pour aller vers une approche en termes d'interaction entre les composantes culturelles, matérielles, morales et sociales de l'identité, notamment la question de la relation entre solidarité communautaire et sécurisation collective.

Le thème de la sécurisation est au cœur d'une réarticulations entre production de lien social et production du contrôle social, conçu comme réappropriation par une collectivité des moyens d'un auto-contrôle social au cœur d'un projet de « démocratie substantive ». Il suppose une approche qui incorpore clairement l'interaction entre la personnalité collective et l'aspect territorial dans la production de l'identité, et il montre concrètement que le développement s'occupe essentiellement d'acteurs collectifs, de la production des conditions de l'action d'acteurs collectifs dans les contextes spatiaux et historiques concrets.

Nous reprenons ici les idées proposées par PEEMANS quant à la formation d'un « *réseau puissant d'organisations d'économie sociale* »³⁸, coopératives et mutuelles,

³⁸ PEEMANS (J.-Ph.), *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Collection Population, Développement, Paris, l'Harmattan, 2002.

qui permettrait de consolider les initiatives associatives en respectant leur esprit, la nature de leurs pratiques, en élargissant leur champ d'action et en permettant la complémentarité entre leurs diverses activités agricoles, non agricoles, les caisses d'épargne et de crédit, les mutuelles, les coopératives de producteurs et de consommateurs.

Malgré la présence des lieux sacrés (collines, grottes, ...) dans les consciences collectives, il n'en reste pas moins que la population devra prendre sérieusement en compte son entrée dans la modernité et dans la mondialisation. Plus précisément, il faut qu'elle soit consciente que vivre en autarcie ne constitue plus une option viable de nos jours, et qu'il va falloir s'ouvrir. Les éléments que nous avons présentés auparavant peuvent permettre d'intégrer ceci dans un monde mieux structuré et plus fort pour affronter les affres de la modernité. Par ailleurs, nous proposons quelques pistes de réflexions pour les sciences sociales.

7.4.-Affrontement culturel entre traditionnalité et modernité

Les idées de Jeffrey (D) sont tout aussi éclairantes à ce sujet : « le sujet moderne adhère à des processus de subjectivation qui l'orientent vers des pratiques d'accomplissement de soi et de réalisation de soi : raison auto consciente, transparence à soi, maîtrise de soi, volontarisme, auto construction du destin, modelage du corps, indépendance morale etc.... (...) Il craint toutes les formes de soumission et se conçoit comme un être indépendant et autonome. Il se dit en mesure de décider de sa vie et de son avenir »³⁹.

Dans le cas de Madagascar, ce processus a été initié par l'administration coloniale avec sa politique de « diviser pour régner ». Les relations sociales traditionnelles basées sur le *fiavanana* ont cédé la place à une politique d'assimilation aux valeurs européennes louant les mérites de la civilisation scientifique, l'individuation. Dès lors, les pratiques traditionnelles se sont soumises, par la force, au modernisme. Depuis, la conscience collective s'est beaucoup amenuisée et actuellement, un aphorisme cynique tend s'installer : « *samy mandeha, samy mitady* » (littéralement, « à chacun selon son destin, à chacun selon ses besoins »).

³⁹ JEFFREY (D.), *religion et postmodernité : un problème d'identité*

Parmi les caractéristiques du modernisme, notons également le scientisme, la confiance aux processus de la civilisation scientifique, à la rationalisation. Ce que le moderne privilégie, c'est un certain type de raison à tendance calculante, car elle fait appel à la mesure, à la qualification, et technique, car elle n'a cessé d'améliorer la production par l'usage de procédés de plus en plus perfectionnés. Le sujet moderne se remarque à travers des rationalités qui lui procurent un sentiment de maître de soi et du monde, ce qui explique sa suspicion envers la religion.

Bref, la modernité a dédaigné les pratiques traditionnelles et religieuses pour affirmer sa suprématie, son hégémonie et sa pertinence pour résoudre les problèmes matériels de l'homme. Elle a mis beaucoup d'importance sur le matériel qui a été tout à contraire aux rituels effectués par les communautés, d'où la non compatibilité.

7.5.- Les idées postmodernes et les pratiques populaires traditionnelles

Le postmodernisme désigne une idéologie qui rompt avec les idéaux de la modernité et qui prend des formes très diverses. Il y a un postmodernisme passéiste qui veut un retour en arrière, qui adopte un esprit de critique, négatif, ne débouchant sur aucun projet d'avenir mais se réfugie dans un passé obsolète et atrophique, et un postmodernisme dynamique, constructif qui entend proposer des solutions prospectives. En fait, il est convenable d'affronter le futur en jetant un regard sur l'histoire, et de proposer de nouveaux repères, de nouvelles méthodes.

Cette période coïncide avec l'indépendance des pays colonisés et y compris effectivement Madagascar. A partir de ce moment les Malgaches ont commencé à retourner vers leurs sources, malgré les changements apportés par la modernité.

Nous pouvons évoquer antérieurement l'apparition de facteurs de changement tels que la rupture des jeunes générations avec l'univers culturel, ou les apports culturels nouveaux dus à l'éducation ou la confession religieuse.

La modernité a accordé une importance particulière à l'individu avec comme conséquence l'isolement et une certaine perte d'identité : l'individu est devenu un rouage d'une chaîne anonyme dans la société. Dans un sens très général, elle peut être définie comme l'époque où s'effectue le passage de la pensée d'enracinement à la pensée de déracinement.

Actuellement, les chercheurs et les théoriciens de développement économique et social ont mis l'accent sur la « culture ». Avec le concept de développement durable, l'être humain doit être au centre ou impliqué dans les projets de développement, d'où l'approche participative. On doit chercher les logiques paysannes, par exemple, pour pouvoir bien adopter les politiques de développement rural. Il consiste donc de valoriser les pratiques traditionnelles.

Dans les années 90, où un changement d'orientation et de stratégie a été adopté à Madagascar afin d'associer la population paysanne comme les gens des villes à identifier leurs besoins, et à faire des réalisations sous l'appui matériel et financier extérieur. Le développement ne se décrète pas et doit être l'œuvre convergente d'acteurs selon les dires des communautés rurales.

7.6.- Mondialisation et culturalité

Mondialisation comme un destin contre lequel on ne peut rien, auquel il faut se plier. En fait, ce sont les dirigeants qui se sont pliés, et ils nous présentent le phénomène comme incontournable dans son intégralité. Pouvoir à l'autonomie de vision limitée.

Mondialisation qui, par les mécanismes d'ordre aussi bien économiques que culturels qu'elle véhicule sous un vocable volontaire neutre et fédérateur de toutes les situations de domination et d'exclusion-le terme est un substitut pudique et hypocrite au mot décrié d'impérialisme- peut aboutir à la destruction de la culture alors qu'elle semble ne proposer que des valeurs innocentes et attirantes telles que l'épanouissement de l'individu, les valeurs de droits de l'homme, de démocratie, de bonne gouvernance, valeurs en fait impériales.

Madagascar capteur de cultures étrangères sans qu'elle se donne les moyens de s'exprimer à son tour, de donner, de développer ce qu'elle a. Très peu d'intellectuels mettent l'accent sur l'avenir de leur pays en termes de l'indépendance, sauf peut-être les culturalistes tenants du développement de la langue, des valeurs, leur approche cependant apparaît trop tournée vers le passé sans propositions pour l'avenir pour retenir autre chose que le sens de l'identité des jeunes, or ce sens est gravement menacé par l'envahissement des modèles internationaux dominants.

A la limite une mondialisation médiatique montrant les possibles et le réel des différents pays du monde permettrait de connaître et donc de réfléchir sur les modes d'être et les solutions trouvées ailleurs. A Madagascar, sauf peut être pour la minorité qui a accès aux émissions de voyage et de culture de Canal Satellite, nous devons subir de façon unilatérale les modèles dominants totalement étrangers aux nôtres mais qui retiennent notre attention.

Tout cela est notre devoir à nous, les sociologues et anthropologues. C'est nous qui devons conscientiser nos compatriotes, de haut en bas. Nous devons montrer un acte de volontarisme car c'est à nous repose la souveraineté de notre nation, ce qui amène à une interrogation sur soi, sur la culture et sur l'identité : sommes – nous conscients de la complexité des phénomènes que nous vivons ? Marx⁴⁰ a dit : *« Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, mais inversement, c'est leurs être qui détermine leur consciences »*.

Dans le matérialisme historique, Marx a toujours dit : *« Dans la production social de leur existence, les hommes entre des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapport de production, qui correspond à un degré de développement déterminé de leur force productive matérielle. L'ensemble de ces rapports de productions constitue la structure économique de la société, base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle correspond des formes de conscience sociale »*.

Il semble opportun d'affirmer la nécessité d'actualisation permanente des croyances car le phénomène social change de temps en temps. Nous vivons actuellement l'inter culturalité dans le contexte de la mondialisation/ globalisation ou planétarisation pour les autres. En suite les coutumes sont un phénomène d'alter mondialisation du fait qu'il est contre la culture universelle qui est vulgarisée par ce courant de pensée.

Force est de dire ici la dépendance durable des pays pauvres. Les bailleurs, soient disant partenaire pour lutter contre la pauvreté ne font qu'appauvrir les pays « pauvres ».

⁴⁰ MARX

A Madagascar depuis la colonisation, ils ont déjà fait l'acculturation, la déculturation et le déracinement, puis après l'indépendance ils ont adopté la politique de coopération, en octroyant des fonds pour le fonctionnement de l'administration et pour le développement en générale, alors qu'ils manipulaient toutes les politiques de gestions et de diriger ce pays dans toutes ses facettes. Donc ce n'est pas une volonté de nous faire sortir de la pauvreté mais pour nous faire dépendant afin qu'ils puissent en tirer un profit.

« L'Afrique est un continent dont le potentiel de développement est incroyable. Quiconque accepte aujourd'hui le statut de site d'investissement de l'Afrique en récoltera les fruits demain ». Propos de la chancelière allemande Engela Merkel, lors du forum « Africa Business Day » organisé par la Banque mondiale.

Il est temps de relever un défi, d'être une nouvelle puissance un jour. Nous ne sommes pas du tout pauvre, nous avons des multitudes potentialités en nous, il suffit de les valoriser. Il n'y aura pas un vrai développement sans tenir compte de la culture.

La circulation rapide de l'information a eu pour effet de rétrécir notre planète et de ce fait a contribué à effacer la dimension mythique que portaient les ethnologues sur les sociétés dites exotiques.

Et si l'exotisme n'est plus de mise, la modernité est définie ici comme le rétrécissement de la planète mais aussi comme une accélération de l'histoire. Cette vision des choses peut conduire certains, comme Fukuyama, à prôner la fin de l'histoire par l'uniformisation des régimes politiques et d'autres, comme le courant postmoderniste de l'anthropologie américaine, à revendiquer le relativisme et à scander que l'anthropologie n'est qu'une variante de la littérature.

Il ne semble pas nécessaire de rentrer dans une longue argumentation pour démontrer que, les uns comme les autres, baignent dans une hystérie marchande qui pousse à toujours produire même lorsque les thèses avancées sont plus proches de celles d'un présentateur de journal de télévision que d'un scientifique.

L'identification du problème constitue une étape importante dans l'étude de la réalité sociale. Cependant elle ne marque pas la fin mais plutôt le commencement de la recherche. Cerner le problème sans une tentative de résolution est un travail vaniteux. De ce fait, ce chapitre sera consacré à un essai de dépassement de la situation dans laquelle se trouve la capitale culturelle *antankaraña* actuellement. Le milieu rural fait face à une pauvreté telle que des déplacements vers les villes soient nécessaires, dans le but de survivre et d'espérer une prospérité improbable. Certes, certains ruraux, dans leurs démarches réussissent. Ils contribuent même l'immigration de leurs compères qui grossissent le rang des activités informelles des villes. Ce qu'il en est, c'est que « *la terre ne nourrit plus son homme* ».

CONCLUSION GENERALE

Le pouvoir est intimement lié à la religion. Il est sacralisé parce que toute société affirme sa volonté d'éternité et redoute le retour au chaos mythique. La concurrence pour la détention du pouvoir est d'abord une lutte pour l'appropriation des instruments qui canalisent la force même du pouvoir. Le sentiment de vulnérabilité pousse les sociétés dans les activités rituelles à réactiver les rapports sociaux.

L'étude des rituels, en tant que moyen d'expression, permet de saisir la logique des relations sociales d'une société. Les rituels ont une efficacité thérapeutique en désamorçant les conflits potentiels.

Le sacré, en tant qu'instrument du pouvoir, en tant que garantie de sa légitimité, est une des dimensions du champ politique. Ceci est visible dans l'étude des mythes qui légitiment l'ordre établi. Mais, le sacré peut aussi limiter le pouvoir. L'innovation religieuse peut saper la légitimité de l'ordre établi.

BALANDIER a observé les conséquences politiques de la situation coloniale qui a participé activement à la dénaturation des unités politiques traditionnelles, en traçant par exemple des frontières sans tenir compte des contextes culturels dans lesquels les unités politiques étaient inscrites. L'unité politique a été soit détruite ou bien réduite à une existence conditionnelle. Il dit que « *les systèmes administratifs importés ont brisé les logiques sociales, ont limité les pouvoirs traditionnels en réduisant leur légitimité* »⁴¹.

La colonisation en imposant l'existence de deux systèmes d'autorité antagonistes a contribué à désacraliser le pouvoir traditionnel. Le processus de modernisation occidentale a modifié les stratifications sociales en générant des classes sociales hors du cadre étroit des ethnies.

Les indépendances nationales ont provoqué une nouvelle dynamique de la tradition. Celle-ci a libéré les forces qui avaient été contenues pendant la période

⁴¹ BALANDIER (G.), *Anthropologie Politique*, Paris, P.U.F., 1967

coloniale. Ensuite, l'activité politique n'a pu s'organiser qu'en réinterprétant la tradition.

Le système de fonctionnement et de composition de la société malgache est conditionné par la dynamique de reproduction : reproduction sociale, reproduction économique, etc. En effet, les dominations anciennes sont reproduites dans la vie quotidienne, par l'intermédiaire de légitimations diverses. Il y a la légitimation par la possession du capital (le foncier, la culture, etc.). La domination est donc maintenue par des éléments inhérents au système.

BALANDIER informe sur l'existence d'une « dynamique de transformation », qui selon lui « malgré des obstacles externes et en surmontant ses propres conditions, tout système tend à une plus complète réalisation : il se transforme en s'adaptant et en réduisant en son sein la part de l'approximatif »⁴². Cette assertion suggère qu'en son sein la dynamique globale de la société malgache est influencée par des éléments externes, ce qui conduit les individus à orienter (ou réorienter) les traditions pour pouvoir survivre. Ce qui fait qu'il existe des transformations des pratiques initiales, vers des pratiques nouvelles, qui ne se définissent pas beaucoup des premiers.

Pourtant, Bourdieu dit que « la reproduction sociale n'est pas forcément la reproduction à l'identique de la société, mais celle des écarts objectifs et symboliques entre groupes sociaux »⁴³. La reproduction sociale n'exclut donc pas le changement social ; c'est pourquoi elle ne semble jamais évidente.

Finalement, BALANDIER annonce la dynamique de rupture qui a trait au fait que les transformations et adaptations des systèmes se produisent rarement. C'est-à-dire que le système social n'est pas en constante transformation, mais il existe des périodes de crises qui font que la structure sociale stagne. Les périodes et les situations de crise sont nombreux à Madagascar. Les crises historiques, causés par les dissensions entre classes (*andevo* « esclaves » et *andriana* « nobles »), ou par la colonisation par la désappropriation des paysans dans certaines parties du territoire. Les crises culturelles, par l'entrée fulgurante de la culture occidentale ou étrangère. Les crises politiques, par

⁴² BALANDIER (G), *sens et puissance : les dynamiques sociales*, Paris, PUF, 1971

⁴³ BOURDIEU, *Habitus, code et codification*, in « *Actes de la recherche en sciences sociales* », n°64, 1986

les courses au pouvoir et les désenchantements généralisés sur les gouvernances. Et bien d'autres crises qu'il ne convient pas d'énumérer ici.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- 1) AUGÉ (M.), *Pour une anthropologie des Mondes Contemporains ?* Paris, Aubier, 1994
- 2) BLOCH (M.), *Les rois thaumaturges*, Gallimard, 1924
- 3) BONNEWITZ (P.), *Premières leçons sur la sociologie de P. Bourdieu*, PUF (coll. Major Bac), 1997
- 4) BOUDON (R.), *La logique du Social*, Hachette, Paris, 1979
- 5) BOURDIEU (P.), *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980
- 6) GAUCHET (M.), *La religion dans la démocratie*, Gallimard, 1998
- 7) GURVITCH (G.), *la vocation de la sociologie*, Tome I,
- 8) KOZAKAÏ (T.), *L'étranger, l'identité, Essai sur l'intégration culturelle*, Bibliothèque scientifique Payot, Paris, 2000
- 9) LEVI-STRAUSS (Cl.), *Anthropologie structurale*, Plon, Paris, 1958
- 10) TRAORE (B.), *Intégration économique de la paysannerie en Afrique Subsaharienne*, éditions Point De Vue, l'Harmattan, 1989

Ouvrages spécifiques

- 11) BALANDIER (G.), *Anthropologie Politique*, Paris, P.U.F., 1967
- 12) BALANDIER (G.), *Phénomènes sociaux totaux et dynamique sociale*, in « les Cahiers internationaux de sociologie », vol. 30, Paris : Les Presses universitaires de France, janvier-juin 1961
- 13) BOISVERT (Y.), *Le postmodernisme*, Boréal, Québec, 1995.
- 14) FREUD (S.), *Psychologie des foules et analyse du moi*, in « Essais de psychanalyse », Petite Bibliothèque Payot, Paris, nouvelle traduction, 1981.
- 15) GARFINKEL (H.), *Studies in ethno methodology*, Cambridge, Polity Press, 1984
- 16) GENESTIER (P.), LAVILLE (J.-L.), *Au-delà du mythe républicain. Intégration et socialisation*, Le Débat, n°82, 1994
- 17) GIDDENS (A.), *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994

- 18) GUIBET-LAFAYE (C.), *esthétiques de la postmodernité*, étude réalisée dans le cadre d'une coopération entre l'Université Masaryk de Brno (République tchèque) et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- 19) HARDER (Y.J.), *Le sujet de la modernité*, in : René Heyer (éd.), « *L'ancien et le nouveau : modernité, culture et religion* », Strasbourg, Presses Universitaires, 1996
- 20) LEVI-STRAUSS (Cl.), *les structures élémentaires de la parenté*, Paris, La Haye, Mouton et Maison des Sciences de l'Homme, 1967, Un document produit en version numérique par M. Bernard Dantier, bénévole, Docteur en sociologie de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales Courriel: bernard.dantier@orange.fr Textes de méthodologie en sciences sociales choisis et présentés par Bernard Dantier.
- 21) LOROT (P.), *Dictionnaire de la mondialisation*, Edition Ellipse, Paris, 2001
- 22) LYOTARD (J.-F.), *La condition postmoderne*, Minuit, Paris, 1979.
- 23) LYOTARD (J.-F.), *Le postmodernisme expliqué aux enfants*, Galilée, Le livre de poche, Biblio Essais, Paris, 1988
- 24) MAUSS (M.), *Essai sur le don*, in « *Sociologie et anthropologie* », Presses Universitaires de France, 1950
- 25) ROCHER (G.), *Culture, civilisation et idéologie*, in « Introduction à la sociologie », Montréal : Les Éditions Hur-tubise HMH ltée, 3^{ème} édition, 1995. Edition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
- 26) ROCHER (G.), *Droit, pouvoir et domination*, in « Sociologie et sociétés », vol. 18, no 1, PUM, avril 1986. Edition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
- 27) ROCHER (G.), *Repères pour une société en mutation*, entrevue avec Guy Rocher, sociologue, par Danielle Ouellet, communicatrice scientifique. revue FORCES, no 100, hiver 1992-1993, Edition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Autres documents

- 28) ENTRE TRADITION ET MODERNITE, QUELLE GOUVERNANCE POUR L'AFRIQUE ? Actes du colloque de Bamako 23, 24 et 25 janvier 2007
- 29) POUR UNE MONARCHIE A MADAGASCAR ?, Madagascar Tribune du samedi 21 février 2004, Dossier préparé par Jeannot RAMAMBAZAFY

Webliographie

- 30) ANDRIANIRINA (L.), *Décentralisation et institutions publiques territoriales à Madagascar : processus et perspectives*, <http://w3.ena.fr>, articles sur la Décentralisation et institutions publiques territoriales à Madagascar
- 31) BOURDIEU (P.), *Les trois états du capital culturel*, Actes de la recherche en sciences sociales, n°30, 1979, (www.persée.fr/showPage.do?)
- 32) BOURDIEU (P.), *Habitus, code et codification*, Actes de la recherche en sciences sociales, n°64, 1986, (www.persée.fr/showPage.do?)
- 33) <http://www.grioo.com>, *L'esclavage : un système économique abouti*, 27 septembre 2004
- 34) RAHAROLAHY (L.), Le symbolisme malgache, www.malagasy.org/le_symbolisme_malgache.html, articles sur le symbolisme malgache
- 35) RAMAMBAZAFY (J.), Ny Andriana eto Madagasikara, <http://forum.lixium.fr/v-10918990&sobika5.htm>, articles sur l'histoire des royautes malgaches, 21/02/04
- 36) www.colophon.be
- 37) www.malango_actualité.com/article-Madagascar_lapopulation_rurale_atteint_plus_de_13_millions_de_personnes
- 38) http://www.freud-lacan.com/articles/article.php?id_article=00621

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	1
1. Contexte.....	1
2. Choix du thème.....	3
3. Choix du terrain.....	4
4. Problématique	4
5. Objectifs	4
6. Hypothèses	5
7. Méthodologie.....	5
7.1. Documentation	5
7.2. Approches théoriques	6
7.3. Techniques d'enquêtes.....	6
7.3.1. Les observations	7
7.3.2. Les entretiens.....	7
7.3.3. Le questionnaire	8
7.4. Techniques d'échantillonnage.....	8
8. Problèmes rencontrés et limites de l'étude	10
9. Structuration du document	10
PREMIERE PARTIE : LA ROYAUTE DANS LES CULTURALITES POPULAIRES.....	11
Chapitre 1 : STRUCTURATION HISTORIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA ROYAUTE ANTANKARAÑA	13
1.1.- L'origine des nobles Antankaraña.....	14
1.1.1.- Du Roi KOZOBE au Roi TSIMIARO III.....	14
1.1.1.1.- Les liens de parenté entre Tsimihety et Antankaraña	14
1.1.1.2.- Le germe de la discorde.....	15
1.1.1.3.- Apogée du clan Tsimiaro	16
1.1.2.- Représentation graphique de la descendance royale Antankarana.....	18
1.2.- Structure et organisation au sein de la royauté	20
Chapitre 2 : TSANGATSAINY OU L'ERECTION DU MAT ROYAL	22
2.1.- Dimensions socio-anthropologique du Tsangatsainy.....	22
2.1.1.- Les deux phases préliminaires de la cérémonie	23
2.1.2.- Préparation du mat	24
2.1.3.- Erection du mat.....	26
2.1.4.- Formalités réservées pendant les cérémonies	26
2.1.5.- Croyances réservées au mat royal	27
2.1.6.- La danse rebika	27
2.1.7.- Circoncision-savatsa.....	27
2.2.- Tsangatsainy et légitimité du pouvoir royal.....	27

2.2.1.- Le symbolisme du pouvoir -----	28
2.2.2.- Typologie des monarchies -----	29
2.3.- Perspective monographique de l'Ankarana -----	31

DEUXIEME PARTIE : EMERGENCE DES CONFLITS ROYAUX ANTANKARAÑA..... 34

Chapitre 3 : SYNCRETISME ANTANKARAÑA ET DYNAMIQUE POPULAIRE ----- 36

3.1.- Bases socioéconomiques du syncrétisme-----	37
3.1.1.- Considérations sur la religion-----	37
3.1.2.- Le culte des ancêtres-----	38
3.1.3.- Structuration de la pauvreté -----	39
3.2.- Domination des capitaux -----	40
3.2.1.- La prééminence des exploitants -----	40
3.2.2.- Implications culturelles du tourisme -----	41
3.3.- Le mercantilisme touristique -----	41
3.4.- Tsangatsainy et légitimité du pouvoir royal-----	42
3.4.1.- L'écotourisme comme activité phare -----	42
3.4.2.- Absence de participation populaire -----	43
3.4.3.- Dynamique de pauvreté -----	44
3.5.- Le domaine du travail-----	44
3.6.- Le budget des ménages-----	45

Chapitre 4 : POLITISATION DU POUVOIR ROYAL----- 46

4.1.- Instrumentalisation du pouvoir royal-----	47
4.1.1.- Défaillance de la scolarisation -----	47
4.1.2.- La dynamique ancestrale-----	49
4.1.3.- La dynamique de clientélisme politique-----	50
4.2.- Acculturations et conflits-----	51
4.2.1.- Conflits de modernité et logiques de gouvernance -----	51
4.2.2.- Prérogatives de la royauté -----	52
4.2.3.- Dynamique électorale -----	53
4.2.4.- Exemplarité sur les choix politiques -----	54
4.2.5.- La participation politique -----	55
4.2.6.- Les impératifs de la mondialisation -----	57
4.3.- Stratégie de survie par le syncrétisme religieux -----	58

Chapitre 5 : ROYAUTE ET DYNAMIQUE DE PAUVRETE ----- 61

5.1.- Les modes de production-----	62
5.1.1.- Les rituels de manifestation du sacré -----	62
5.1.2.- Les rites (« fomba » et les tabous (« fady »)-----	62
5.1.3.- Changement social et respect des fady -----	64
5.1.4.- Les relations intragroupes -----	65
5.2.- La royauté et l'économie capitaliste-----	65
5.2.1.- La participation citoyenne -----	67
5.2.2.- Fihavanana et leadership-----	67
5.2.3.- Le sacré comme explication et fondation de la pratique sociale -----	68
5.2.4.- Le paradigme du sacré -----	69

TROISIEME PARTIE : PROSPECTIVES DE SOCIALITE 71

Chapitre 6 : CONCILIER DONNEES SOCIALES ET MODERNISME / POSTMODERNISME -- 73

6.1.- La modernité -----	74
6.2.- Emergence de la démocratie-----	75
6.2.1.- La symbolique sociale du rite -----	76
6.2.2.- Les perspectives d'une monarchie symbolique représentative -----	76

6.3.- L'éthnicité -----	77
Chapitre 7 : ACCOMODATION DANS L'HYPERMODERNISME -----	79
7.1.- Tsangatsainy et mondialisation -----	80
7.2.- La nouvelle donne culturelle -----	81
7.3.- Sécularisation et conscience républicaine -----	82
7.4.-Affrontement culturel entre traditionnalité et modernité -----	83
7.5.- les idées postmodernes et les pratiques populaires traditionnelles -----	84
7.6.- Mondialisation et culturalité-----	85
CONCLUSION GENERALE -----	87
BIBLIOGRAPHIE -----	90
Ouvrages généraux -----	90
Ouvrages spécifiques -----	90
Autres documents -----	92
Webliographie -----	92
TABLE DES MATIERES -----	95
LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET IMAGES	
ANNEXES	
CV+ RESUME	

LISTE DES TABLEAUX, FIGURES, GRAPHE, IMAGES ET PHOTOS

FIGURE 1 : ARBRE GENEALOGIQUE DE LA NOBLESSE ANTANKARANA.....	18
FIGURE 2 : GENEALOGIE SIMPLIFIE DES ROIS ANTANKARANA.....	19
FIGURE 3 : ORGANIGRAMME AU SEIN DU ROYAUME.....	21
GRAPHE 1: REPARTITION PAR SEX ET PAR AGE L'ECHANTILLON.....	9
GRAPHE 2 : EFFECTIF DES CHEFS DE MENAGE SCOLARISES.....	47
GRAPHE 3 : SEXE DES CHEFS DE MENAGE.....	48
IMAGE 1: VILLE D'AMBILOBE.....	25
IMAGE 2: PROVINCE D'ANTSIRANANA.....	31
PHOTO 1 : VISITE DE GROTTES SACREES ANKARANA.....	23
PHOTO 2: LE ROI TSIMIARO III DANS SON PANLANQUIN FAISANT HUIT TOURS DU MAT.....	26
TABLEAU 1 : REPARTITION PAR CATEGORISATION DE LA POPULATION D'ENQUETE.....	9
TABLEAU 2 : REPARTITION PAR SEXE ET PAR AGE DE L'ECHANTILLON D'ENQUETE.....	9
TABLEAU 3 : EFFECTIF DES CHEFS DE MENAGE SCOLARISES.....	47
TABLEAU 4 : SEXE DES CHEFS DE MENAGE.....	48
TABLEAU 5 : CRITIQUES A L'EGARD DES PERSONNALITES POLITIQUES.	55

ANNEXE I

Questionnaires :

- Pour le ministère de la tutelle :
 - Que pensez- vous du Tsangantsaiñy chez les Antankaraña ?
 - Est- il encore nécessaire de le faire à nos jours ?
 - Quels sont vos apports pour le perdurer ?
 - Comment expliquez – vous les conflits royaux chez les Antankaraña ?
 - Quelles mesures allez – vous prendre ?
 - La survivance des institutions traditionnelles serait – elle un blocage pour le développement durable ?

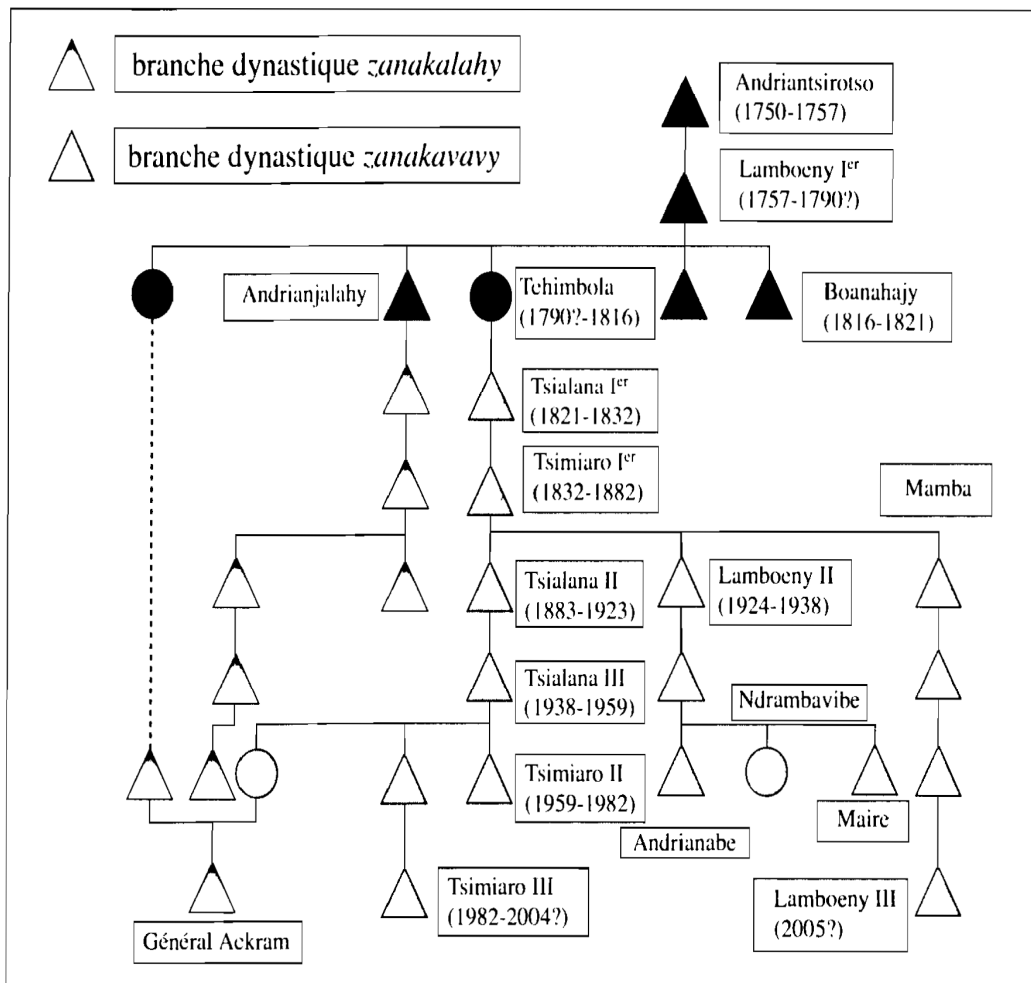
- Pour les autorités publiques (Sénateur, Députés, Maires)
 - Que représente le Tsangan-tsaiñy ?
 - Est – il encore nécessaire de le pratiquer à nos jours ? Pourquoi ?
 - Pourquoi le Roi arrive à mobiliser tant de gens à pratiquer ce rite ?
 - Pourquoi les lois traditionnelles sont plus faciles à respecter par rapport aux lois modernes ?
 - Que pensez- vous du pouvoir du Roi ?
 - Obéissez- vous à son ordre ou demandez- vous une bénédiction de sa part ?
 - Quelles sont les causes de ces conflits qui opposaient Tsimiaro III et Lamboeny III ?
 - Quelles mesures allez – vous prendre ?
 - La survivance des institutions traditionnelles serait – elle un blocage pour le développement durable ?

- Pour le Roi, les manantany, les fahatelo, et les rangahy :
 - Quelle est l'origine du Tsangan-tsaiñy ?
 - Que signifie ou que représente le Tsangan-tsaiñy ?
 - Quelles sont les phases du Tsangantsaiñy ?
 - Quelles sont votre contribution ?
 - Croyez- vous en Dieu et/ou aux ancêtres ?
 - Est – ce que le peuple respecte toujours les interdits et les lois rituelles ? Pourquoi ?
 - Quelles sont les contributions du peuple pour l'accomplissement de ce rite ?
 - Est – ce qu'ils participent facilement ?
 - Quel est le rôle du Tromba dans ce rite ?
 - Quelles sont les critères sine qua none pour le faire ?
 - Pour chaque combien d'année se déroule le Tsangan-tsaiñy ?
 - Le bois que vous coupez, existe – il toujours ?
 - Est – ce que l'Etat vous aide ?
 - Quelles sont les causes de ces conflits qui opposaient Tsimiaro III et Lamboeny III ?
 - Quelles solutions proposez – vous ?

- Est- ce qu'il est temps de démocratiser les modes de légitimation du ce pouvoir royal ?
- Pour les organisations de la société civile (association, ONG, religions modernes)
 - Que pensez- vous du Tsangan-tsaiñy et du tromba ?
 - Y- a- il des différences entre le culte religieux que vous pratiquez et celle du culte des ancêtres ? Lesquelles ?
 - Vous faites une propagande religieuse, pourtant la majorité des gens restent toujours attaché à leur religion traditionnelle ? Pourquoi ?
 - Pensez- vous qu'ils ne croient pas à Dieu que vous croyez ?
 - Les fidèles de votre église, croit- il vraiment à Dieu ou bien aux esprits qu'ils attribuent à Dieu ?
 - Comment expliquez – vous les conflits royaux chez les Antankaraña ?
 - La survivance des institutions traditionnelles serait – elle un blocage pour le développement durable ?
 - Est- ce qu'il est temps de démocratiser les modes de légitimation du ce pouvoir royal ?
- Pour les populations rurales et urbaines (jeunes et adultes)
 - Que signifie pour vous le Tsangan-tsaiñy ?
 - Le fait de contribuer à ce rite est un devoir et /ou une obligation ?
 - Croyez-vous en Dieu et/ou aux ancêtres ?
 - Que pensez-vous de l'autorité du Roi ?
 - Obéissez-vous aux ordres et aux lois dictées par le Roi ? Pourquoi ?
 - Est-il encore nécessaire de le pratiquer à nos jours ? Pourquoi ?
 - Etes-vous encore attachés à ce rite ? Pourquoi ?
 - Possédez-vous un ou plusieurs Tromba ? Pourquoi ?
 - Quel est le rôle du tromba dans ta vie dans celle de la communauté ?
 - Comment faites-vous pour subvenir à vos besoins ?
 - Etiez-vous allés à l'école ? De quel niveau ?
 - Transmettez-vous à vos enfants les valeurs culturelles ?
 - Est- ce qu'il est temps de démocratiser les modes de légitimation du ce pouvoir royal ?
- Pour les touristes :
 - Que pensez-vous du Tsangan-tsaiñy et du tromba ?
 - Qu'est-ce qui vous a intéressé là dedans ?
 - Selon vous, les malgaches sont- ils pauvres ? Pourquoi ?
 - Comment trouvez- vous l'organisation communautaire Antankaraña ?
 - Comment expliquez – vous les conflits royaux chez les Antankaraña ?

ANNEXE II

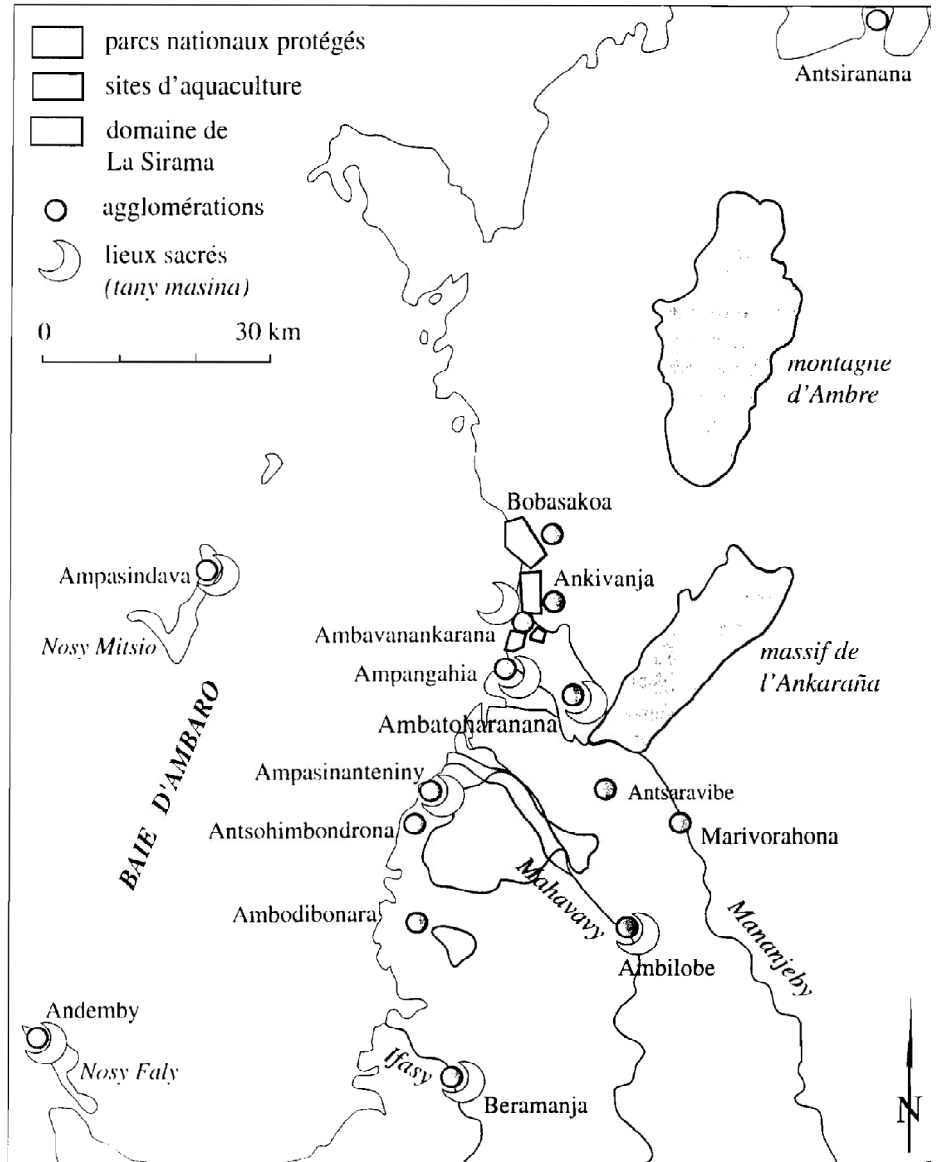
Généalogie simplifiée de la dynastie *zafinifotsy* (royauté *antankaraña*)



Laurent Berger

ANNEXE III

La région de l'Ankaraña



Nom et prénom : JAO Arsène
Situation Matrimoniale : Fiancé et père d'un enfant
Adresse : 443 Ankatso I, TANA.101
Tel : 023 02 697 41 / 034 04 351 69 / 033 06 956 90
Email : arsenejao1@yahoo.fr

TITRE : *LEGITIMATION DU POUVOIR ROYAL ET CONFLITS INTERNES
CHEZ LES ANTANKARANA*

Rubrique épistémologique : Anthropologie sociale et culturelle, Sociologie de la culture

Pagination : 97pages
Nombre de carte : 1
Nombre de figure : 3
Nombre de graphe : 3
Nombre d'image : 1
Nombre de photo : 2
Nombre de tableau : 5
Références bibliographiques : 38

RESUME :

La royauté antankaraña a été fondée par Andriantsirotsso au début du 17^e siècle dans la région de l'Ankarana. Elle est le résultat des conflits internes au sein du royaume sakalava et ces conflits se perpétuent encore jusqu'à nos jours chez les Antankaraña. On assiste actuellement à une monarchie bicéphale antankaraña caractérisée par un conflit galvanisé par les contextes sociopolitiques et socioéconomiques locaux, nationaux et internationaux. Le système de fonctionnement et de composition de la société malgache est conditionné par la dynamique de reproduction : reproduction sociale, reproduction économique, etc. En effet, les dominations anciennes sont reproduites dans la vie quotidienne, par l'intermédiaire de légitimations diverses. Il y a la légitimation par la possession du capital (le foncier, la culture, etc.). La domination est donc maintenue par des éléments inhérents au système.

Mots-clés : culte des ancêtres, symbolisme, conflit, syncrétisme, *tsangantsaiñy*, *antankaraña*, mondialisation, modernisme, post modernisme, hyper modernisme, culturalité, démocratie, monarchie, ethnicité.

ENCADREUR : Mr RANAIVOARISON Guillaume Andriamitsara